

**PAS D'ÉLUS, DES LUTTES!**

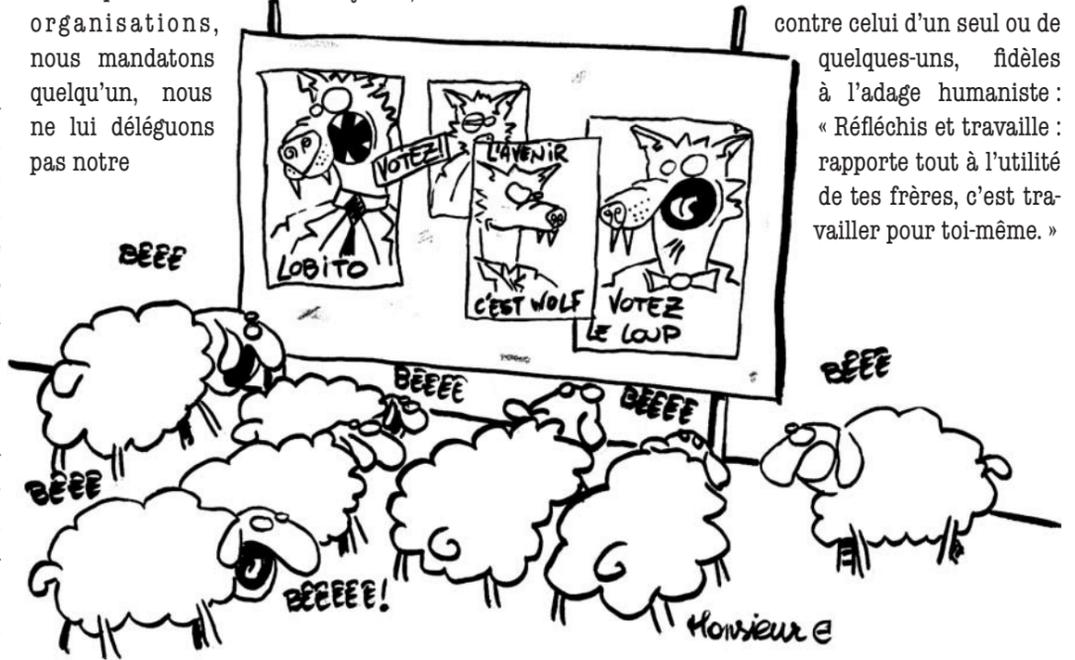
**EDITO**

**Le combat est dans la rue, pas dans les urnes !**

On a assisté depuis plusieurs semaines à des joutes verbales médiatisées, souvent plus centrées sur les questions de forme que sur les questions de fond : histoire de faire oublier qu'aucun des tribuns ne compte réellement changer quelque chose au désordre capitaliste en place. Devant la mascarade électorale, chacun fera ce qui lui semble bon, juste ou nécessaire. Quelques-uns hésiteront.

Comment ne pas être émerveillé par le discours plein de bon sens de tous ceux qui ne « font de la politique » que toutes les plombs en allant bourrer les urnes et qui nous répèteront « Va voter si tu ne veux pas qu'on décide à ta place » ; alors que c'est dans la rue, dans les associations, par la lutte, que nous pouvons gagner des avancées sociales, pas par les urnes. Quel que soient les candidats élus, quel que soit le résultat du scrutin, il nous faudra lutter pied à pied, ne serait-ce que pour conserver les acquis que nos prédécesseurs ont obtenus par leur combat, à travers leurs organisations de classe. Ce n'est pas parce que la gauche, fut-elle populaire, arrive au pouvoir, que les réalités économiques du monde où nous évoluons changeront. Le gouvernement (de gauche ou de droite) voudrait-il s'opposer aux licenciements qu'il ne le pourrait pas : la perte de 1400 emplois chez Opel-Anvers vient cruellement rappeler l'impuissance des élus. Le capitalisme n'est pas soluble dans les urnes... La déclinaison nationale des élections n'est d'ailleurs qu'une vision étriquée de la réalité capitaliste des délocalisations, des transferts de capitaux, des licenciements, du chômage et de la précarité. C'est évident, nos frontières ne sont pas celles des patrons... Il est urgent de renforcer concrètement l'entente internationale des travailleurs.

En tant que les libertaires, nous refusons le principe même de la délégation de pouvoir : chacun doit avoir la possibilité de participer à la gestion de ce qui le concerne. Quand, dans nos organisations, nous mandations quelqu'un, nous ne lui déléguons pas notre



raliste, collectiviste et libertaire. Ils défendent vigoureusement les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité et n'en font pas qu'un appareil de fronton. Et ils œuvrent à l'intérêt commun contre celui d'un seul ou de quelques-uns, fidèles à l'adage humaniste : « Réfléchis et travaille : rapporte tout à l'utilité de tes frères, c'est travailler pour toi-même. »

pouvoir, mais au contraire nous lui donnons mandat impératif de porter la volonté et les idées dont nous avons débattu ensemble. Nos mandats sont révocables à tout moment, contrairement aux élus du pays. Ce que nous proposons, c'est le libre fédéralisme. Ensemble, et sans avant-garde « éclairée », nous avons la capacité de prendre nos affaires en main, d'abolir le capitalisme et toutes les formes d'oppression.

Ce que nous proposons, c'est l'égalité économique et sociale, que le monde change de base, et que l'individu, qui aujourd'hui n'est rien, devienne tout. Nous travaillons dans nos boulots et dans nos associations à la mise en œuvre d'une autre société qui émergera en son heure par la lutte et par la grève générale autogestionnaire.

Les libertaires préfèrent la gestion directe de leurs affaires, de leur lutte et mènent un combat pour un autre futur, une autre société, fédé-

En écho aux écrits d'Isaac Puente, qui ont servi de fil rouge à la transformation sociale dans l'Espagne libertaire de 1936, nous disons qu'« à l'action politique, manipulatrice et trompeuse, nous opposons l'action directe, qui n'est rien d'autre que la réalisation immédiate de l'idéal imaginé, en l'ayant rendu tangible et réel, et non une fiction écrite et insaisissable ou une promesse lointaine. C'est la mise en pratique d'une décision collective par la collectivité elle-même, sans la laisser entre les mains d'un messie ni la confier à aucun intermédiaire. » Le programme libertaire, celui de l'autogestion, ce n'est pas plus une promesse électorale que le ciel promis pour un avenir indéterminé. C'est une piste pour l'action, ici et maintenant.

Avec ou sans bulletin, le futur nous appartient !

**BRÈVES ET MÉCHANTES**

**Le libéralisme dans la gueule**

En Inde, depuis que les recettes du néolibéralisme sont appliquées à l'agriculture (en 1991), on recense plus de 150 000 suicides de paysans. Avec un taux de 10 000 par an dans les années 90, on est passé à 16 000 par an depuis 2003. La victime type ? Homme, 25 ans, avec monoculture destinée à l'exportation.

**Suite et fin**

Quatre membres du groupement turc d'extrême-gauche DHKP-C, dont le Belge Bahar Kimyongür, ont quitté la prison. Leur condamnation a été cassée en appel par la cour de cassation sur base de 113 arguments.

**Big Brother vous parle**

Le cauchemar de « 1984 » toujours plus réel au Royaume-Uni : le ministère de l'Intérieur y a prévu une enveloppe de 750.000 euros pour placer, dans les zones « sensibles », des caméras de surveillance qui parlent. Le personnel de contrôle peut ainsi donner des injonctions en cas de dépôt d'ordure illégal ou d'attroupement de « jeunes délinquants », etc. A quand des caméras qui nous écoutent ?

**GSM**

Une étude allemande et une autre européenne montrent que les antennes GSM sont dangereuses pour la santé (fausses-couches, dépressions, insomnies, cancer, modification de l'ADN). Les personnes vivant depuis 10 ans à moins de 400m d'une antenne présentent un plus fort taux de cancer. « *De can... quoi ? Je t'entends mal. Attends, j'te rappelle.* »

**Libres et égaux en droits**

Les milliardaires sont au nombre de 793 cette année sur la planète. Ils totalisent à eux tous la coquette somme de 2 600 milliards de dollars. Ce qui équivaut à 360 millions d'années de Minimax.

**Marche ou grève**

Une première : quelque 200 passagers sur les 26.000 coincés à l'aéroport de Zaventem le 13 avril portent plainte contre 46 grévistes. Ces derniers, personnel de sécurité et pompiers, avaient débrayé sans préavis pour protester entre autre contre des méthodes de la direction. Pour l'instant, les 200 plaignants réclament 2.000 euros de réparation par gréviste mais plus ils seront nombreux plus le préjudice s'élèvera... C'est une nouvelle remise en cause du droit de grève après les actions judiciaires de fournisseurs contre des piquets. On espère, avec la secrétaire générale de la FGTB, que ces usagers n'auront jamais à subir, par exemple, de licenciements arbitraires qui justifieraient la mobilisation de leurs collègues.

**Soif d'argent**

Licencié en 2005, l'ex-patron d'Inbev réclame un parachute de 30 millions d'euros. Rien que ça. Son ancien employeur n'entend lui payer « que » le tiers de la somme, ce qui n'est tout de même pas de la petite bière. Quant aux salariés d'Inbev qui vont perdre leur job, ils restent, eux, sur leur faim...

**IVG dans la ligne de mire**

Aux USA, l'interruption volontaire de grossesse était déjà difficile, particulièrement pour les femmes dépourvues de moyens, et plus encore pour les dizaines de milliers de jeunes filles pauvres de treize ans qui figurent dans les statistiques des grossesses non voulues. Mais... George Bush a salué comme un « grand progrès » la décision prise mi-avril par la Cour suprême d'interdire les avortements tardifs chirurgicaux, même lorsque la santé de la mère est menacée. Mettez-vous à la place des conservateurs américains : qui enverra-t-on guerroyer aux quatre horizons si les quartiers pauvres ne fournissent plus de chair à canon ?

**Terrains à vendre sur la lune**

Faut se dépêcher, tout le monde n'aura pas la chance d'acquiescer « un cratère avec vue sur terre ». Pour 20\$ l'acre, les parcelles partent comme des petits pains. Et qui a eu l'idée de privatiser la lune ? Dennis Hope, un homme d'affaire américain (« *BBC Mundo* » du 10 avril). Profitant d'un vide juridique du « droit de l'espace » des Nations unies, l'homme explique que sur la

lune, avec ces « terres sans propriétaire, lui et ses complices font la même chose que leurs ancêtres lorsqu'ils sont arrivés au Nouveau Monde ». Le pire, c'est que les affaires marchent bien pour lui. Une vente moyenne de 1500 propriétés lunaires quotidiennes, et à ce jour, 9 millions de dollars en poche. Parmi les heureux propriétaires, des stars de Hollywood, des ex-présidents comme Ronald Reagan et Jimmy Carter. Les grandes chaînes hôtelières, Hilton et Marriott, ont déjà leurs terres lunaires. GW Bush aurait aussi fait ses emplettes sur ce marché immobilier singulier. L'économie de marché n'épargne rien ni personne... La mondialisation est désormais « *hasbeen* », entrons dans l'ère de la lutte altersidéraliste !

**Changement climatique**

Les USA à l'abri des changements de climat. Dans les faits, non. Mais officiellement, oui. Les Etats-Unis ont chicané sur le résumé du rapport du GIEC (Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat), qui s'est réuni à Bruxelles pour son dernier rapport sur le réchauffement climatique et les facultés d'adaptation humaine (« *Le Monde* » et « *Le Soir* » du 6 avril). Les USA ont obtenu l'élimination du paragraphe indiquant que l'Amérique du Nord « devrait être localement confrontée à de graves dommages économiques et à des perturbations substantielles de son système socio-économique et culturel ». Ils ont aussi réussi à faire disparaître la quasi totalité des données chiffrées, la partie visible du travail des experts. Ce résumé des travaux du GIEC est la partie qui sera accessible au public et décideurs... les 1400 pages de données compilées sur les changements climatiques étant un peu lourdes à décortiquer. Tout continuera à aller bien.

# ANTI-FASCISME

## CONFLITS AU VLAAMS BELANG - ZIZANIE SOUS CHAPE DE PLOMB

LA PRESSE FLAMANDE S'EST FAIT L'ÉCHO DE FRICTIONS SURVENUES RÉCEMMENT AU SEIN DU PARTI NATIONALISTE D'EXTRÊME DROITE. CONNU POUR SON UNITÉ (DE FAÇADE) IMPOSÉE PAR SA DIRECTION, LE VLAAMS BELANG (VB) EST AUJOURD'HUI LÉZARDÉ PAR DES COURANTS ANTAGONISTES INTERNES. ENTRE « RADICAUX » ET « PRAGMATIQUES ». LES PREMIERS SONT CONDUITS PAR FILIP DEWINTER, LES SECONDS PAR DE JEUNES RECRUES OPPORTUNISTES. LES « PRAGMATIQUES » REÇOIVENT CEPENDANT LE SOUTIEN DE LEADERS HISTORIQUES DU VB, SINGULARISÉS PAR LEURS AVERSIONS HISTORIQUES À L'ÉGARD DE DEWINTER ET DE SON « CLAN ».

Le comble suprême : la fronde récente contre Filip Dewinter est venue de l'un de ses propres « poulains » : Marie-Rose Morel. Venant de l'Alliance flamande nouvelle (NVA, aujourd'hui associée électoralement au CD&V), cette jeune parlementaire a adhéré en 2004 au parti rêvant d'une Flandre pure, après l'implosion de la Belgique. Soutenue et coachée par le big-boss du Vlaams Belang (VB), Filip Dewinter, elle fera très rapidement partie de l'élite dirigeante de ce parti. Jusqu'à la fin du mois de janvier quand elle s'est lancée - par presse interposée - dans une attaque inhabituelle contre son « mentor ».

Dans le quotidien «*Het Laatste Nieuws*» du 22 janvier dernier, la parlementaire de Schoten (commune riche de la banlieue chic anversoise) a plaidé pour une adaptation du VB au contexte politique actuel. Pour Marie-Rose Morel, son parti doit s'ouvrir à d'autres catégories d'électeurs et éviter ses accents extrémistes, dont il est coutumier, ce qui pousse certains à lui tourner le dos. Le Vlaams Belang doit se « normaliser » dans le paysage politique, dit-elle en passant. Avec pour objectif de gagner les élections législatives du 10 juin prochain. Parce que pour elle, le VB a subi un réel échec aux précédentes élections communales, en octobre de l'année passée. La personne visée par cette analyse : Filip Dewinter en personne. « Je ne veux pas que le Vlaams Belang se retrouve à 15-18 %, comme il y a quelques années, à cause d'un durcissement de sa ligne politique qui serait contre-productif. Chacun sa formule. Celle de Filip (Dewinter, ndr) a

donné des succès fantastiques, mais chaque formule s'use, un jour ou l'autre » déclara Marie-Rose Morel au *Laatste Nieuws*.

C'est la stratégie personnelle de Dewinter qui est la cible de ses opposants internes, incarnés désormais par Morel. Est notamment visé, le « plan » de Filip Dewinter pour empêcher Jean-Marie De Decker, exclu du parti libéral (VLD) et de la NVA, de se présenter au prochain scrutin avec sa propre formation («*List De Deckers*»). Une formation bien entendu jugée, à juste titre, comme un frein possible à la poursuite de l'ascension électorale du VB.

### Morel, cheval de Troie ?

Pour éviter l'émiettement des voix et la stagnation du VB, Filip Dewinter aurait proposé à Jean-Marie De Decker de conduire la liste VB pour le Sénat. Par pur calcul politique. Une arrivée possible mal vécue par plusieurs actuels mandataires VBistes. Parmi eux, Marie-Rose Morel qui ambitionnait justement de conduire la liste sénatoriale. Sa sortie dans le *Laatste Nieuws* - pour égratigner publiquement Dewinter - exprimerait par ailleurs un sentiment plus largement partagé par d'autres « cadres » du parti de la haine. La députée Morel dirait en réalité tout haut ce que beaucoup d'autres membres du VB pensent tout bas. Effectivement, elle n'est pas la seule désormais à affronter le « big-boss » réel des « Belangistes ». Autre VBiste en rébellion contre une direction autocratique, dirigée en sous-main par un Dewinter omniprésent, le député régional Jurgen Verstrepen. Ce dernier est lui aussi un partisan invétéré de la constitution d'une « *Forza Flandria* ». Un cartel électoral visant à rassembler - pour combattre la gauche flamande (SP.a, ABVV, Mouvement ouvrier chrétien...) - toutes les « forces vives de la droite flamande » : le CD&V, la NVA, des milieux réactionnaires patronaux et un VB « moins extrémiste ». Le 18 janvier dernier, Jurgen Verstrepen préconisait, une nouvelle fois, sur les antennes de la télévision publique flamande, l'« ouverture du Vlaams Belang ». Une telle ouverture réduirait bien entendu le pouvoir de Filip Dewinter et de ses partisans sur l'appareil dirigeant du parti. Un scénario rejeté par les purs et durs.

Suite aux affronts publics de Morel et de Verstrepen (membres tous les deux du VB depuis seulement 2004) à l'égard de Dewinter (arrivé au parti en 1983), la formation d'extrême droite, habituée jusqu'alors à une stabilité de bonne aloi a été en ébullition durant plusieurs jours. Les couteaux se sont aiguisés entre camps adverses. Sans pour autant permettre à Dewinter de savoir réellement qui se cachait dans l'ombre de la jolie parlementaire (certains citent directement Frank Van Hecke, le président) et dans celle de Jurgen Verstrepen. Morel aurait-elle été un cheval de Troie pour déstabiliser le « clan Dewinter » ? Certainement. Pour leur part, les adeptes de la « ligne dure » se sont rangés derrière Dewinter. C'est le cas de « *t Pallieterke* ». Dans cet hebdomadaire, flambeau du nationalisme flamand fondamentaliste, Marie-Rose Morel fut fusillée, intellectuellement parlant. Pour « *t Pallieterke* », le parti doit rester homogène, comme le « *peuple flamand* ». Pas de division, parce que les divisions renforcent l'ennemi, la Belgique... Marie-Rose Morel deviendra-t-elle une paria au sein de son propre parti, depuis qu'elle a osé critiquer l'un de ses chefs tout puissant ? Il paraît évident que dans un tel parti dirigé d'une main de fer, elle sera désormais fort isolée après sa sortie des rangs. Comme le signalait d'ailleurs la publication satirique « *t Scheldt* », Marie-Rose Morel était déjà depuis un certain temps l'objet d'acribes critiques. En cause, plusieurs éléments : son style de « *top modèle* », son profil de « *fillette à papa* » (son

père est un homme d'affaires important en Flandre), sa revendication d'un « *VB ouvert* » et ses ambitions personnelles.

Auparavant, c'est une autre « *femme du Blok* » qui s'était publiquement querellée avec Dewinter. Alexandra Colen, députée et dirigeante de la tendance national-libérale catholique du parti, avait dénoncé les relations fraternelles de Filip Dewinter avec des organisations radicales hollandaises. Souhaitant déjà, au début des années 1990, la constitution d'une « *Forza Flandria* », elle considérait le profil de Dewinter comme un repoussoir à cette stratégie. La direction imposa ensuite une chape de plomb sur les tensions entre Colen et Dewinter. Fin de la crise interne. Alexandra Colen rentra dans les rangs, en silence.

### Un parti historiquement sous tension

Mais les zizanies intra muros ne se livrent pas uniquement entre un « *homme et des femmes* ». L'existence de sensibilités différentes - ne donnant pas encore lieu à l'apparition de véritables courants opposés et surtout structurés (comme dans les autres partis) - est une réalité. Mais, une réalité officiellement niée par la direction du parti. Or, des tensions existent. Y compris au sein du bureau politique (l'instance suprême de la formation), comme l'avait révélé en exclusivité, en 1997, la revue « *RésistanceS* ». Cette année-là, c'est la question des « *Bruxellois francophones* » du VB qui avait fait l'objet d'un conflit entre le député bruxellois Filip De Man et des hauts dirigeants nationaux. La personnalité et le parcours de Johan Demol (n'obtenant pas les résultats escomptés) avait aussi fait l'objet de vives polémiques entre différents caciques VBistes, après l'échec cuisant subi à Schaerbeek aux dernières élections communales. Un vieux litige existe encore entre Xavier Buisseret, un militant de la première heure et ex-député fédéral, et Filip Dewinter (encore lui !). Cette zizanie est née, il y a vingt ans, quand le jeune Dewinter mis sur pied une nouvelle organisation de jeunesse pour neutraliser Xavier Buisseret et ses Jongeren Aktief. Ces derniers, comme les VBJ, figurent toujours à l'heure actuelle dans l'organigramme du parti.

Dans le conflit actuel opposant Marie-Rose Morel à Filip Dewinter, le président du parti, Johan Van Hecke, est une fois de plus intervenu pour mettre fin au pugilat rendu public. En effet, un parti d'Ordre nouveau ne peut se payer le luxe de divisions internes et laver ensuite son linge sale en public. Et pourtant... Le début de la lézardisation du VB est sans doute en cours, à moins que Filip Dewinter permette à son parti de gagner les élections législatives de juin prochain, et surtout le scrutin régional de 2009. Cette année-là, si le VB ne réussit pas à briser le « *cordon sanitaire* » qui l'empêche de sortir de l'opposition, il paraîtrait évident que c'est de l'intérieur qu'il se brisera. Mais ceci est un autre pari. A risque. Les deux années à venir seront donc décisives pour un VB qui fêtera alors ses trente années d'existence. Des années exclusivement passées dans l'opposition. Et s'est justement cette présence constante dans l'opposition qui expliquerait les conflits actuels. Le maintien du « *cordon sanitaire* » serait donc l'ultime chance, à cours terme, de voir le VB diminuer et retrouver ses maigres scores des années 1980.

[MANUEL ABRAMOWICZ, COORDINATEUR DE RÉSISTANCES.BE]  
Plus d'informations sur ce sujet : [www.resistances.be](http://www.resistances.be)

## DEDECKER SUR LES TERRES DE DEWINTER

Les tensions internes du Vlaams Belang se perçoivent peu à peu également à l'extérieur de ce parti d'extrême droite. Après le député flamand Jurgen Verstrepen et le directeur de la propagande Fabrice Morreau, c'est au tour de la députée flamande et conseillère communale à Bruxelles Monique Moens de claquer la porte du Vlaams Belang pour la liste Dedecker. (« *Méto* » du 27 avril)

La conseillère justifie sa décision par son désaccord avec la stérification sans cesse croissante du parti d'extrême droite et par l'échec de l'opération d'ouverture et d'élargissement du parti. Ces reproches font écho à ceux que la parlementaire Marie-Rose Morel adresse au leader Filip Dewinter. « *A voix autre* » a déjà parlé dans ses colonnes des frictions au sein du VB (Lire ci-conte : « *Conflits au Vlaams Belang - Zizanie sous chape de plomb* »). Jean-Marie Dedecker a encore annoncé d'autres surprises à venir.

Le pillage progressif du Vlaams Belang par Dedecker peut permettre un affaiblissement du VB et un ralentissement de son ascension aux élections du 10 juin. Cela peut aussi souligner les divergences de vue au sein du VB et donc entretenir les divisions internes. Ce qui serait plutôt réjouissant.

Mais l'émergence de la Liste Dedecker, « *plus ouverte* » et « *plus respectable* » que le VB dur et provocateur, peut aussi offrir un nouveau visage « *moins effrayant* » aux électeurs. La nouvelle vitrine nationaliste, « *plus attrayante* », rejoint celles des différents courants d'extrême droite déjà représentés. Avec la liste Dedecker, le risque est donc aussi que l'extrême droite complète son offre et couvre toujours plus de terrain politique.

Parallèlement, Dedecker peut également servir les desseins de Dewinter en faisant le ménage pour lui au sein du VB. En aspirant peu à peu les « *réformistes* » du VB, Dedecker permettra sans doute à Dewinter d'affirmer sa ligne dure, une fois ses opposants affaiblis numériquement. De quoi séduire les plus extrémistes des électeurs flamands ?

Autre risque : il n'existe pas de cordon sanitaire contre de la liste Dedecker semblable à celui mis en place face au Vlaams Belang. Les transfuges du VB pourraient donc accéder au pouvoir tout en continuant à diffuser leurs idées haineuses.

L'avenir proche nous dira comment adapter la lutte antifasciste.

[LOUISE ET MARIE]



# RésistanceS

## Le site de ceux qui résistent

Depuis 10 ans actif... du papier au Net !

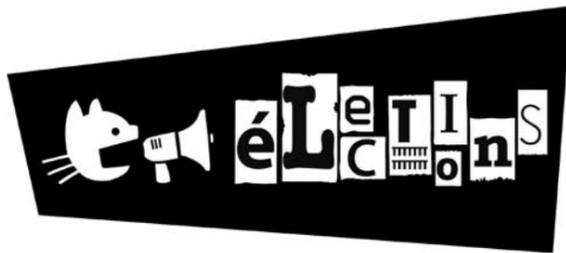
La revue **RésistanceS** est née en mai 1997, il y a tout juste 10 ans. Depuis, elle poursuit son combat sur Internet : [www.resistances.be](http://www.resistances.be) Au fil des années, **RésistanceS** est devenu l'« Observatoire belge de l'extrême droite ».

Une référence incontournable en matière d'information et d'analyse des partis, organisations et programmes politiques liberticides.

Résister à l'extrême droite et à son influence dans la société est la mission de **RésistanceS**. Une action au bénéfice de l'ensemble de la population.

Soutenez vous aussi ce projet en versant un don (sur le compte bancaire de **RésistanceS**) et en visitant régulièrement son site Internet.

n° 310-1618732-82 • [www.resistances.be](http://www.resistances.be)



**ELECTIONS**  
**LÉGISLATIVES 2007**  
**- LE CHANGEMENT**  
**S'IMPOSERA PAR**  
**LES LUTTES**

**LE 10 JUIN SE TIENDRONT LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. MAIS EN POLITIQUE, L'ESSENTIEL NE SE JOUE PAS DANS LES ÉLECTIONS, MAIS DANS LES LUTTES SOCIALES. CE SONT LES MOBILISATIONS QUI COMPTENT.**

**Parce que la « démocratie parlementaire » est une façade de démocratie**

Les grand-e-s capitalistes détiennent l'essentiel du pouvoir économique, donc l'essentiel du pouvoir. Leur pouvoir est héréditaire et arbitraire. Ce système est en fait une aristocratie patronale.

**Parce que le système est en crise et qu'il est temps d'en changer**

Comme les élections passent sans que rien ne change fondamentalement, les institutions « démocratiques » sont entrées dans une crise de représentativité et de légitimité. Il est dérisoire de cautionner un système à bout de souffle en y participant.

**Parce que les luttes sociales sont la seule voie de transformation de la société**

Même quand des candidates ou des candidats se proclament « à gauche vraiment », leur candidature ne sert généralement qu'à donner une caution « pluraliste » à un système verrouillé. Même s'ils et elles parviennent au pouvoir, leur action est annihilée par les lois du marché. Historiquement, ce sont les luttes et les mouvements sociaux qui ont permis des conquêtes significatives.

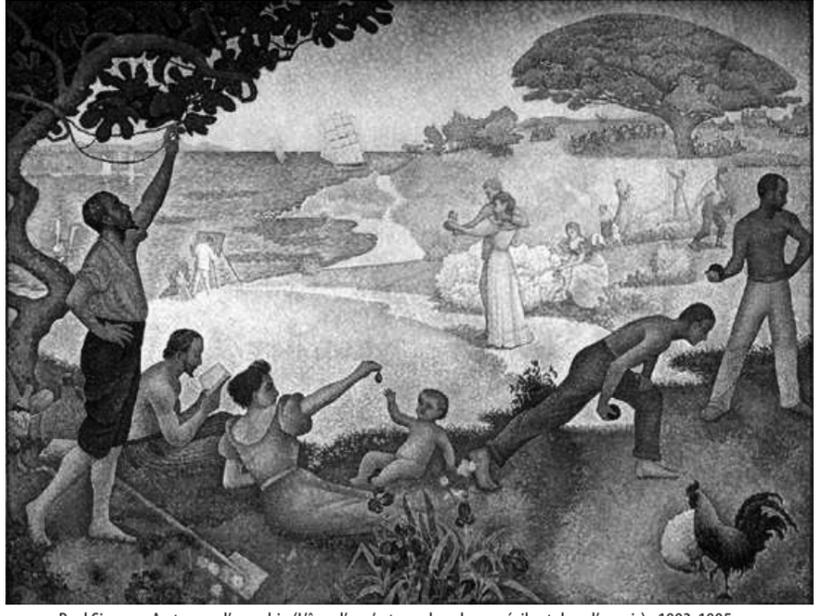
**Parce que seul un projet anticapitaliste est porteur d'espoir**

Sans mouvements sociaux forts, pas de possibilité de transformer la société. Mais sans projet de société alternatif au capitalisme, pas de possibilité de convergence des luttes éparées.

**S'auto-organiser, lutter, c'est ça qui changera la société !**

Face à la gauche gouvernementale qui n'aspire qu'à gérer le capitalisme, et nullement à changer la société, il existe aujourd'hui une « gauche de la rue » déconnectée des calculs politiques et électoraux. C'est d'elle que peut venir l'espoir.

L'alternance gauche/droite au pouvoir masque la continuité de politiques qui aggravent d'années en années les conditions de



Paul Signac. « Au temps d'anarchie (L'âge d'or n'est pas dans le passé, il est dans l'avenir) » 1893-1895

**Développer et unifier les luttes, pour un front social**

La « gauche de la rue », authentique, sincère, entière, dénuée de calculs politiques et électoraux, c'est la gauche des syndicats combattifs, des mouvements sociaux, féministes, antiracistes, de la jeunesse, des travailleuses et travailleurs en lutte contre la marchandisation de la société, les privatisations, les licenciements, les délocalisations, la précarité, les discriminations et les exclusions.

Cette « gauche de la rue » s'oppose en tout point à la gauche gouvernementale qui n'aspire qu'à gérer le capitalisme, et nullement à changer la société.

Pour que cette « gauche de la rue » donne de la voix, il faut impulser des mobilisations sociales, les fédérer, organiser une riposte globale du monde du travail et de la jeunesse aux attaques libérales. Pour peser politiquement, cette « gauche de la rue » aux contours encore flous devrait se constituer en un Front social opposé au libéralisme et aux institutions actuelles, taillées sur mesure pour sauvegarder les privilèges des plus riches.

L'urgence aujourd'hui c'est l'émergence de ce Front social pour porter une plate-forme revendicative unifiant l'ensemble des mouvements de ces dernières années. Agissant hors du terrain institutionnel et politique, il aurait comme stratégie centrale de

gagner, par le rapport de forces, des avancées sociales dans les entreprises, dans les quartiers, dans les services publics, dans la société. Seule l'existence de ce Front social peut permettre de rendre crédible une alternative anticapitaliste.

En politique, l'essentiel ne se joue pas dans les élections, mais dans les luttes sociales. Ce sont les mobilisations sociales qui comptent.

**Anticapitalisme, autogestion, démocratie directe : oui, un autre monde est possible**

Non, le capitalisme n'est pas l'horizon indépassable de la société. Non la « démocratie » indirecte n'est pas « le meilleur système possible ».

Pour passer de la résistance au libéralisme à un véritable changement de société, il faut développer les luttes sociales, des travailleuses et des travailleurs, des jeunes, des chômeuses et des chômeurs... mais il faut également un projet de société alternatif à la société que nous subissons aujourd'hui. Ce projet de société doit tirer le bilan de l'échec du capitalisme comme du communisme stalinien, qui n'ont jamais apporté l'émancipation, la liberté, la justice sociale.

Dissipons tout de suite un possible malentendu : il ne peut y avoir de démocratie authentique dans le cadre du capitalisme. Pourquoi ? Parce que le capitalisme place le champ économique « hors démocratie », entre les mains du marché, et en possession d'une minorité privilégiée, non élue, au pouvoir héréditaire. Il ne peut y avoir de démocratie que contre le capitalisme.

**- Aujourd'hui :** Les principaux moyens de production et de distribution sont la propriété d'une petite fraction du grand patronat.

**Demain :** Ces moyens de production et de distribution leur seraient retirés pour être confiés à la gestion directe des travailleuses et des travailleurs organisés en assemblées d'entreprises, qui en feraient un bien meilleur usage.

**- Aujourd'hui :** Les entreprises, qu'elles soient privées ou étatiques, fonctionnent comme de véritables monarchies où les salarié(e)s sont exclu(e)s de tout pouvoir réel de décision.

**Demain :** L'ensemble des activités économiques serait géré par les assemblées d'entreprises et les conseils de communes. Il s'agirait bien d'autogestion, et non d'une étatisation comme ce fut le cas en URSS.

**- Aujourd'hui :** Ce sont les marchés et les États qui décident tout : inégalités sociales abyssales, surproduction d'un côté, chômage de masse de l'autre, fuite en avant dans la destruction de la planète. Les peuples subissent ces décisions.

**Demain :** Les grands choix économiques dépendraient de choix démocratiques : l'organisation et la distribution du travail (baisse du temps de travail et extinction du chômage), production et répartition égalitaire des richesses produites, attribution des revenus, etc.

**- Aujourd'hui :** L'économie a pour but de dégager des profits financiers pour une minorité de patrons et d'actionnaires. Un bien ou un service utiles mais non rentables ne sont pas censés être produits.

**Demain :** L'économie devrait se fixer un objectif radicalement différent : trouver l'équilibre entre la satisfaction des besoins des populations, les capacités de production et la préservation de l'éco-système.

**- Aujourd'hui :** Le capitalisme véhicule une idéologie de compétition et de domination qui attise le racisme et le sexisme. Et le système profite de la division ainsi créée chez les salarié(e)s.

**Demain :** Le racisme et le sexisme ne disparaîtront malheureusement pas avec le capitalisme. Mais la sécurité économique et l'égalité sociale faciliteraient le combat contre les discriminations, les préjugés et les superstitions.

**- Aujourd'hui :** L'État est une parodie de démocratie, qui protège les privilèges des possédants et des possédés. Il est essentiellement un pouvoir séparé de la société. Il engendre l'existence d'une caste de politiciennes et politiciens professionnels, organiquement liée aux élites patronales et financières, et qui défend leurs intérêts.

**Demain :** Il serait remplacé par une démocratie authentique, ancrée dans la société parce que directe, fédéraliste et autogestionnaire. La décentralisation des pouvoirs politiques et économiques, la démocratie de base appliquée à tous les échelons de la société feraient disparaître les castes décideuses que sont le patronat et la classe politique professionnelle.

**JAMAIS**  
**LES RÉFORMES**  
**NE VIENNENT**  
**D'EN HAUT !**

Impuissance, eh ! oui ! Même si ces hommes faisaient des réformes, croyez-vous que ces réformes seraient attribuables au Parlement lui-même ? Si vous croyez qu'il peut en être ainsi, vous vous trompez. Jamais les réformes ne viennent d'en haut. Ce n'est pas celui qui mange copieusement qui songe à améliorer l'ordinaire de celui qui vit de rogatons. Ce n'est pas celui qui habite dans des appartements luxueux qui songe à introduire quelque aïsançe, quelque hygiène et quelque propreté dans le taudis misérable. Ce n'est pas celui qui ne travaille pas qui peut se rendre compte des conditions déplorables dans lesquelles la classe ouvrière travaille et besogne. Ce n'est pas l'oisif qui tentera d'améliorer les conditions du travail, de diminuer les heures de peine et d'augmenter les heures de loisir. C'est toujours d'en bas que vient l'idée de réforme. C'est dans le creuset de la souffrance humaine que s'élabore le désir des améliorations. Ce sont ceux qui souffrent de la même souffrance, ceux sur qui pèse le même joug, qui sont soumis aux mêmes humiliations, qui connaissent les mêmes angoisses, les mêmes incertitudes du lendemain, ce sont ceux-là qui, préoccupés, pressés, tourmentés par la crainte de l'avenir, peu à peu se communiquent leurs idées, échangent leurs impressions, entre quelques hommes d'abord ; puis, insensiblement, l'idée nouvelle fait son chemin. Et ce n'est que lorsqu'elle est devenue puissante, irrésistible, qu'un parti politique s'en empare et la présente comme venant de lui. Il se trouve toujours un parti qui prend en mains le succès de telle ou telle réforme et qui, à force d'insister, finit par la faire triompher. Quand elle triomphe, c'est qu'elle est soutenue par une masse si puissante et dont l'effort est devenu irrésistible qu'il serait dangereux de ne pas l'enregistrer dans la loi. Les réformes, vous le voyez, ne viennent pas d'en haut, elles viennent toujours d'en bas. Il ne fait pas compter sur le parlementarisme pour les réaliser, mais seulement pour les enregistrer.

[SÉBASTIEN FAURE], 1921

**PRESSE/ NET/ ONDES**

**Presse**

- « **LE MONDE LIBERTAIRE** », hebdomadaire de la Fédération anarchiste. <http://www.federation-anarchiste.org/ml>
- « **COMBAT SYNDICALISTE** », mensuel des anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires de la Confédération nationale du travail. <http://www.cnt-f.org>
- « **ALTERNATIVE LIBERTAIRE** », mensuel de l'organisation Alternative libertaire. <http://www.alternativelibertaire.org>

**« COURANT ALTERNATIF »**, mensuel de l'Organisation communiste libertaire. <http://oclibertaire.free.fr>

**« NO PASARAN »**, mensuel du réseau antifasciste No Pasaran. <http://nopasaran.samizdat.net>

**« OFFENSIVE »**, trimestriel d'Offensive libertaire et sociale. <http://offensive.samizdat.net>

**« RÉFRACTIONS »**, revue semestrielle de recherches et d'expressions anarchistes. <http://refractions.plusloin.org>

**En ligne**

- [HTTP://AINFOS.CA](http://ainfos.ca), agence de presse anar internationale
- [HTTP://ENDEHORS.ORG](http://endehors.org), quotidien anarchiste francophone
- [HTTP://WWW.MOUVEMENTS.BE](http://www.mouvements.be), portail d'informations alternatives

**Sur les ondes**

- « **RADIO LIBERTAIRE** », sur 89,4 FM à Paris et en direct sur <http://www.federation-anarchiste.org/rl/index.php3>
- « **RADIO AIR LIBRE** », sur 87,7 FM à Bruxelles. <http://radioairlibre.be>

**Librairies**

Les coordonnées de ces journaux ainsi que les moyens de s'y abonner à partir de Belgique sont disponibles sur le site <http://www.avoixautre.be>

Vous retrouverez ces journaux

- à la **LIBRAIRIE ADEN** (44 rue Antoine Bréart à 1060 Bruxelles)
- à la **LIBRAIRIE BARRICADE** (19-21 rue Pierreuse à 4000 Liège)
- et à la **LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE** (145 rue Amelot à 75011 Paris).

## POUR UNE ETHIQUE DU VOTE AUTOMATISÉ

POUR EVA EST UNE ASSOCIATION DE FAIT, INDÉPENDANTE DE TOUT PARTI POLITIQUE, REGROUPANT DES CITOYENS QUI CONTESTENT LE SYSTÈME DU VOTE AUTOMATISÉ TEL QU'IL SE PRATIQUE ACTUELLEMENT EN BELGIQUE. ILS REFUSENT CE SYSTÈME CAR IL PRIVE LES ÉLECTEURS DE TOUTE POSSIBILITÉ DE CONTRÔLER LES ÉLECTIONS AUXQUELLES ILS SONT APPELÉS À PARTICIPER.

Cette association a pour objectif : le retour à un système de vote et de dépouillement démocratique. En effet, depuis l'introduction du vote électronique, des erreurs flagrantes ont pu être mise à jour. (lire : *L'incident de Schaerbeek*) Mais combien ne l'ont pas été?

L'association ne refuse pas la technologie en bloc mais constate que là où le vote électronique a été introduit, le contrôle des opérations électorales est entièrement entre les mains des techniciens des firmes privées qui ont installé le matériel informatique. De plus, le coût d'une telle organisation est 3 fois plus élevés que des élections papiers. Une belle manne d'argent pour les sociétés privées [1].

Cela ne permet pas une organisation des élections contrôlable par les électeurs ordinaires, comme c'est le cas dans le système traditionnel.

C'est pour eux une question de principe. Le vote automatisé remet en question deux des fondements du système de démo-

cratie : le contrôle des opérations électorales par les électeurs et la garantie du secret du vote.

Aussi l'association n'a pas peur d'appeler au boycott constructifs des élections.

Ainsi elle propose sur son site internet outre des affiches, des tracts, des faits, des analyses du codes sources des machines à voter et des débats, des propositions de lettres de refus de voter dans un système non sécurisé.

### Note:

[1] Citons pour l'exemple les filiales d'IBM, CIGER et CEVI

Source : <http://www.poueva.be/>

## L'INCIDENT DE SCHAERBEEK

Lors de l'élection du 18 mai 2006, il a été constaté qu'un candidat d'une liste précise avait obtenu plus de voix de préférence que le nombre total de voix exprimées pour la liste de ce candidat.

Une réunion fut organisée le 22 mai, entre le collège d'experts et la société Steria en présence d'un représentant du SPF Intérieur. La conclusion commune atteinte était que l'erreur pouvait probablement être attribuée à une inversion spontanée d'une position binaire dans la mémoire vive du PC.

Le collège d'experts a effectué ce même jour une série de tests sur le PC du président du bureau de vote en question. Sur la base de ces tests, aucun problème au niveau du matériel n'a pu être constatée.

A l'issue des différents tests effectués les 22 et 23 mai (tests de la mémoire, nouvelle clôture du bureau, simulation d'opération de vote uniquement pour le candidat en question), l'incident n'a pu être reproduit.

## «MONSIEUR LE PRÉSIDENT...»

«A voix autre» vous propose ici une des lettres à présenter à son bureau de vote pour refuser ce type d'élections. Cette dernière a déjà été employée par un sympathisant de Pour Eva lors des élections communales du 8 octobre 2006.

Madame ou Monsieur le Président de Bureau de vote de \_\_\_\_\_ Section \_\_\_\_\_ Bureau n° \_\_\_\_\_

Par la présente lettre, je soussigné \_\_\_\_\_, vous prie de prendre acte :

- que je me suis présenté ce jour pour effectuer mon devoir électoral ;
- que j'ai constaté que le seul moyen d'exercer ce droit repose sur une machine électronique ;
- qu'avec cette méthode il est m'impossible entre autres :
  - \* de vérifier si mon vote sera convenablement transcrit sur le «bulletin» ;
  - \* de vérifier que le badge magnétique ne contient aucune information susceptible de m'identifier ;
  - \* de vérifier les opérations effectués par l'urne électronique sur mon «bulletin» ;
  - \* de vérifier le traitement effectué par les autres machines ;
- que seuls quelques « experts » savent comment fonctionne la machine électronique ;
- que ces mêmes « experts » ont été incapables, en 2003, d'expliquer une erreur de comptage de 4096 voix autrement qu'en invoquant un « rayon cosmique », ici même à Schaerbeek ;
- qu'aucun assesseur, aucun président, aucun citoyen, aucun témoin et aucun observateur ne peut surveiller le bon fonctionnement interne de toutes ces machines et garantir un contrôle démocratique et indépendant des élections ;
- qu'en l'absence de tout bulletin de vote papier, il est impossible de procéder à un recomptage public et a posteriori des voix, ce qui est une condition nécessaire à l'existence d'une démocratie.

En conséquence, les élections dans ce bureau de vote ne sont pas démocratiques. L'organisation actuelle ne respecte même pas les recommandations de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), en matière de contrôle démocratique des élections, et est en contradiction avec la résolution du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 Juillet 2006 (document A-135).

Si au moins les machines à voter produisaient des bulletins de vote imprimés, et si ces bulletins étaient placés dans une urne, il serait possible de recompter les bulletins en public, sous le contrôle des électeurs, et indépendamment de toute machine et de tout « expert ».

Cette condition n'étant pas remplie, je refuse de voter.

Je vous prie d'agréer, Madame ou Monsieur, l'expression de mes sentiments respectueux.

## DANS LA POCHE GAUCHE



**Paul Dartiguenave,** « *Les bagnes d'enfants et autres lieux d'enfermement. Enfance délinquante et violence institutionnelle du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle* », Editions libertaires, mars 2007, 241 p., 15 euros.

La délinquance enfantine et la criminalité juvénile existent depuis toujours.

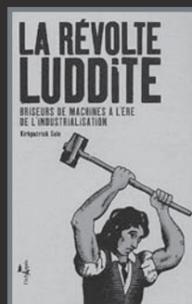
Ou presque. En tout cas, depuis que la misère sociale qui les sous-tend est de ce monde ! Pour y faire face, des siècles durant, on a réprimé et enfermé. Et on a envoyé des enfants en prison, dans des bagnes, dans des colonies pénitentiaires, dans des maisons de correction... Ce livre, littéralement hallucinant, nous conte l'histoire d'une gestion à la hache (c'était avant le « karscher ») de la délinquance des mineurs. Et c'est terrifiant car on ne souhaiterait pas la moitié de ça à son pire ennemi. Pour autant, il nous raconte également l'histoire d'une stratégie de la répression et de l'enfermement qui s'est révélé tellement contre-productive que l'évidence de la prévention et de l'éducatif s'est peu à peu imposée à l'institution judiciaire et au législateur. A l'heure d'aujourd'hui, c'est à dire d'un délire sécuritaire (savamment orchestré par les maîtres du monde) prônant un retour prioritaire à la répression et l'enfermement, c'est peu dire que ce livre est à lire de toute urgence !



**Jack London,** « *Le Mexicain* », préface de Larry Portis, postface - entretien avec le Collectif de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte », Editions Libertalia, février 2007, 112 p., 6 euros.

1910, les paysans crèvent de faim, le Mexique est en ébullition. La dictature de Porfirio Diaz, s'appuyant sur les grands propriétaires et les militaires, étouffe toute contestation par le fer et par le feu. Mais le règne de plus de trente ans touche à sa fin. À 2 000 kilomètres au nord, les révolutionnaires en exil préparent la conquête du pouvoir. Un matin, Felipe Rivera, jeune Mexicain chétif, surgit dans les locaux de l'organisation. Nul ne sait d'où il vient. Il souhaite servir la révolution et se montre

efficace. On ne lui connaît aucune activité, pourtant il remplit les caisses. Il fascine, il fait peur. Cet être est un mystère... Écrivain voyageur, chanteur des grands espaces, militant révolutionnaire convaincu, Jack London (1876-1916) est à la source de la modernité littéraire nord-américaine. Dans ce court récit empreint d'optimisme, on retrouve tous les thèmes qui ont fait son succès : passion de la liberté et de l'égalité, volonté de dépassement, foi en l'homme.



**Kirkpatrick Sale,** « *La révolte des luddites* », Editions L'Echappée, novembre 2006, 352 p., 19 euros.

1811. Alors que la Révolution Industrielle s'apprête à rendre l'Angleterre méconnaissable, bris de machines, incendies et émeutes se multiplient dans les manufactures.

Des redresseurs de torts viennent de déclarer la guerre aux « Machines Préjudiciables à la Communauté ». Puisque les artisans doivent faire le deuil de leur savoir-faire et migrer vers les villes, les Luddites se dressent contre la dépossession machinique. À l'heure de la biométrie, du tout-numérique et des technologies du vivant, le récit de Kirkpatrick Sale, journaliste et écrivain américain, est un cinglant plaidoyer contre le capitalisme industriel.



« *Précis d'anti-électorisme élémentaire : 120 motifs de ne pas aller voter* », Introduction de Raoul Vilette, Editions Les Nuits Rouges, janvier 2007, 143 p., 10 euros.

Ce choix de textes n'est pas destiné à prôner l'abstention, encore qu'il donnera beaucoup d'arguments en ce sens,

mais simplement à relativiser l'importance des élections dans les sociétés contemporaines. Lorsqu'elles ne sont ni truquées ni faussées - ce qui est le cas, d'une manière ou d'une autre,

dans la majorité des pays -, elles n'offrent qu'un état de l'opinion ; état qui est déterminé par le jeu des forces économiques, militaires et sociales, intérieures et extérieures. Autrement dit, les élections ne font qu'entériner ces rapports de forces, mais elles ne les créent pas. Dans les pays riches, le système politique organise l'alternance au pouvoir de deux partis, qui mènent à peu près la même politique procapitaliste. Les deux blocs se neutralisent, la décision est faite à chaque élection par quelques centaines de milliers d'électeurs du centre. Les petits partis extrémistes ne peuvent que graviter autour de ces blocs, et ne peser que marginalement sur leur politique. De quoi réfléchir sur la farce électorale.



**Pierre Kropotkine,** « *La conquête du pain. L'économie au service de tous* », Editions du Sextant, septembre 2006, 284 p., 15 euros.

Pierre Kropotkine (1842-1921), aristocrate russe, indigné très jeune par le sort des serfs, est à la fois un grand géographe et un théoricien de l'anarchie.

Emprisonné sous le régime tsariste, il s'exile en Angleterre puis en Suisse. Dans cet essai de 1892 est proclamée l'idée qu'une société est possible sans capitalisme. Idée qui paraît étrange au XXI<sup>e</sup> siècle où tout est censé être devenu une marchandise. Elle n'était pas moins étrange à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Kropotkine décrit avec netteté le processus d'accaparement à la base du capitalisme. Mainmise sur les richesses naturelles, sur le produit du travail de nombreux siècles : depuis toujours des hommes ont travaillé, défriché, mis la terre en culture, édifié des villes, construit des routes et des ponts et, tout récemment alors, des voies de chemin de fer. Les ouvriers travaillent pour des salaires de misère, la protection sociale n'existe pas, l'enrichissement est assuré pour celui qui exploite le labeur des autres. L'auteur démontre que l'exploitation de l'homme épuise son corps mais atrophie aussi ses facultés critiques. Projet utopique d'une Commune idéale, « La Conquête du pain » ouvre cependant au citoyen du XXI<sup>e</sup> siècle des perspectives concrètes vers une société réellement libre et solidaire.



## HOLD-UP

À LA POSTE :

277 BUREAUX VISÉS

**L'ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ DE LA POSTE, JOHNNY THIJS, A CONFIRMÉ FIN 2006 LA FERMETURE DE 277 « PETITES AGENCES POSTALES » EN 2007. UNE PREMIÈRE VAGUE EST EN COURS ET TOUCHE 160 BUREAUX, LES AUTRES DEVANT ÊTRE FERMÉS À L'AUTOMNE PROCHAIN.**

Il s'agit d'une nouvelle et importante conséquence de la privatisation de ce service public. Malheureusement, ceci fait partie d'un processus rôdé qui est loin d'être arrivé à son terme et qui causera encore beaucoup de fermetures de bureaux et de nombreuses nouvelles pertes d'emplois à la suite les 4.290 contrats de travail déjà non-renouvelés entre 2003 et 2005.

## Le rôle moteur du Parti Socialiste dans la privatisation de la poste belge

En réalité, la privatisation de la poste belge, comme de bien d'autres entreprises publiques, est une opération de longue haleine, préparée depuis une vingtaine d'années. Dans les années 80, Elio Di Rupo parlait déjà de « *consolidation stratégique des entreprises publiques* ». Concrètement, il s'agissait ni plus ni moins d'une privatisation larvée. En 1981, il faisait passer une loi sur les entreprises publiques autonomes et les sociétés anonymes de droit public. La machine était lancée. En 1999, c'est encore Elio Di Rupo, alors ministre, qui signa l'arrêté royal ouvrant la poste à la concurrence pour le courrier de plus de 350 grammes.

Dans un communiqué de presse datant du 14 novembre 2001, le PS déclarait : « *Le Parti socialiste s'oppose à la privatisation de La Poste, à la mise en bourse, ainsi qu'à toute réduction supplémentaire de personnel . . . Le PS rappelle que, contrairement aux entreprises privées, une entreprise publique n'a pas, pour lui, comme objectif la recherche du profit pour ses seuls actionnaires mais a vocation d'offrir, à un prix abordable, un service de qualité à l'ensemble de la population.* »

Pourtant, en octobre 2005, le gouvernement belge (avec les so-

cialistes du Nord et du Sud du pays) et La Poste concluait un partenariat stratégique avec le consortium formé par Post Danmark et CVC Capital Partners. Ce consortium traitait dans le capital de La Poste par le biais d'une augmentation de capital de 300 millions d'euros. Pour une croute de pain au regard de la valeur de la poste, ce consortium pèse aujourd'hui 50% moins une action dans la société publique belge [1] et a reçu la garantie dès 2008 d'un dividende annuel minimum de 10 millions d'euros.

## Qui sont ces nouveaux propriétaires ?

CVC Capital Partners, fonds d'investissement britannique pour lequel, interpellante « *coïncidence* », l'actuel patron de la Poste, Johnny Thijs, travailla jusqu'en 2004 [2] est spécialisé dans la transformation d'entreprises publiques en sociétés purement privées. Depuis sa création en 1981, il a réalisé plus de 220 acquisitions d'entreprises d'une valeur totale dépassant les 60 milliards de dollars ciblant des entreprises qui ont une position de leader sur le marché, qui sont stables, et qui rapportent plus que la moyenne. Sous sa houlette, la Poste danoise que l'on nous présente en modèle est passée de 32.000 postiers en 1999 à moins de que 22.000. Notons également que sur 1000 points de vente actuels au Danemark, seulement 287 sont des bureaux de poste les autres étant sous-traités, que 10% seulement du personnel est statutaire, que la productivité par employé est l'une des plus élevées d'Europe et que le prix du timbre y est 20% supérieur à celui pratiqué chez nous. Voilà l'avenir qui est tracé pour la poste belge.

## Restructurations en vue et au lendemain de la privatisation

Préparant sa privatisation, la Poste a particulièrement sabré dans ses effectifs en 2005, ceux-ci ayant baissé de plus de 6%. On ne peut arguer que cela est dû uniquement à une désaffectation pour les envois postaux puisque dans le même temps, cette entreprise a eu recours de plus en plus au travail intérimaire avec plus d'un million d'heures de travail (ce qui constitue une progression de 116% par rapport à 2004). Depuis, le processus de rentabilisation à tout prix s'accélère.

Il y a tout d'abord le plan Géoroute 2. Concrètement, il s'agit d'un durcissement des méthodes de comptages et des normes afin d'augmenter la pression de travail ce qui supprimera à terme un millier d'emplois. Un projet est par ailleurs à l'étude afin de transformer les contrats des distributeurs, actuellement statutaires ou sous contrat à durée indéterminée, en contrat à temps partiel et à durée déterminée comme cela se pratique au Danemark et aux Pays-Bas. Actuellement, des distributeurs précaires sont déjà embauchés avec des contrats de « *réactivation* » d'une durée de 6 mois renouvelables 3 fois maximum. La Poste s'est également attelée à la construction de quatre nouveaux centres de tri et à l'automatisation d'un cinquième à Bruxelles. Ceux-ci fonctionneront avec moins de personnel au

niveau du centre même mais ils auront également des conséquences pour les équipes de tri des bureaux distributeurs [3]. Bien évidemment, les gestionnaires de la poste ne prévoient pas de compenser cette augmentation de la productivité par une diminution du temps de travail mais bien par la perte de mille à deux mille emplois. Il est à noter également que la poste, faisant le choix de la rentabilité à court terme, a opté pour le « *tout par la route* » en ne plaçant plus ces nouveaux centres de tri aux abords de voies ferrées comme cela était le cas mais bien le long d'axes autoroutiers. Ce choix est écologiquement catastrophique à l'heure où l'urgence des enjeux climatiques se fait jour mais il est complètement dans la logique capitaliste actuelle.

Par ailleurs, depuis 2003, ce sont plus de 2.500 boîtes à lettres qui ont été supprimées car jugées non rentables. Et ce mouvement est appelé à se poursuivre.

Enfin, c'est aujourd'hui la fermeture de 277 bureaux qui est en cours. A terme, c'est la moitié des bureaux de poste du pays, environ 650, soit un millier d'emplois, qui seront fermés. A la place, la poste proposera des « *points-poste* » dans des magasins, gares, administrations communales. Ils seront gérés par du personnel non-postier et même sous statut d'indépendant, et une série de services postaux essentiels comme les opérations bancaires n'y seront plus assurés [4].

Toutes ces restructurations ont et auront toujours d'avantage de conséquences négatives tant pour les nombreux travailleurs de la poste que pour ses usagers. Très clairement, pour les gestionnaires actuels de la poste, les bénéfiques (car il ne s'agit pas simplement de rentabilité) passent avant la notion de service public.

## Logique capitaliste aux dépens du bien collectif

Le cas de la poste est particulièrement exemplatif. Depuis 20 ans, tous les milieux politiques clament que les problèmes de non-rentabilité, de précarité, de chômage et de pauvreté trouveront une solution satisfaisante pour tous par ce qu'ils appellent la « *libéralisation des monopoles publics* ». Cette privatisation des services publics est délibérément qualifiée de « *libéralisation* » car cela lui donne un petit air de liberté, de souplesse et de modernité. Les véritables questions, que ce soit l'égalité d'accès des citoyens à certains services essentiels (énergie, eau, transport, poste, banque, . . .) ou l'opportunité de remettre entre des mains privées la gestion de ceux-ci, sont systématiquement éludées.

Le fait nouveau est que les formations politiques de gauche se sont mises à relayer avec zèle le discours du patronat et des spéculateurs financiers qui trouvaient pourtant déjà de fidèles partisans dans les partis libéraux.

Même si de multiples expériences de privatisation de services publics, comme le chemin de fer britannique, montrent aujourd'hui clairement l'impasse à laquelle elles conduisent, les privatisations s'accroissent sous la pression d'une Union Européenne soumise aux lobbyistes. Pourquoi ? Parce que depuis les années 70, les milieux industriels et financiers cherchent de nouveaux marchés à faible risque, et que les services publics se sont révélés être un terrain juteux, d'autant plus juteux que les pouvoirs publics en gardent les parties les moins rentables

financièrement [5]. Par ailleurs, les Etats sont actuellement peu en mesure de résister (pour peu qu'ils en aient la volonté ce qui est loin d'être prouvé) car leurs caisses sont vides des suites des nombreuses baisses d'impôts accordées aux patrons ces dernières années. La boucle est ainsi bouclée.

## En conclusion : avenir sombre ou résistance citoyenne

A partir de 2009, le marché postal sera totalement ouvert à la concurrence, annoncent les dirigeants européens, y compris les lettres de 50 gr et moins, qui sont actuellement encore le monopole des postes nationales. Le Parlement européen doit voter cette libéralisation en 2007. Il y a donc urgence.

Même si certains élus socialistes font mine aujourd'hui de dire stop à cette poursuite d'un processus de privatisation qu'ils ont largement contribué à amorcer [6] c'est bien au sein des travailleurs de la poste, des syndicats, des usagers et de la gauche antilibérale que doit naître le front du refus.

Un gouvernement au service des besoins sociaux devrait défendre et maintenir une poste publique au service et à l'écoute des citoyens, un service grâce auquel nous sommes reliés à nos proches et accédons à l'information (journaux, feuilles d'information, . . .) pour une somme modeste, un service de proximité pour celles et ceux qui ne possèdent pas de moyen de transport, un outil de cohésion sociale via le facteur de quartier. Au lieu de cela, Elio Di Rupo et Johan Vande Lanotte, les présidents actuels du PS et du SP.a, ont joué un rôle central dans la privatisation de La Poste.

A nous aussi de demander des comptes à celles et ceux qui bradent nos services publics. A nous enfin de les sanctionner politiquement.

[PIERRE EYBEN]

Cet article est aussi à lire dans le numéro 16 du *Drapeau Rouge* et sur <http://pierre.eyben.be>.

Notes :

[1] La Poste belge ayant été évaluée à 600 millions d'euros ce qui ne manque pas de surprendre lorsque l'on sait que la poste danoise, plus petite que la belge, était évaluée récemment à 1.000 millions d'euros. Par ailleurs, dans le rapport annuel 2004 de La Poste, son seul patrimoine immobilier (prudemment resté chiffré à sa valeur d'achat), se montait à 470 millions d'euros.

[2] Le monde (surtout celui des affaires) étant petit, il est également à noter que Didier Bellens, actuel patron de Belgacom fait partie de son « *advisory board* ».

[3] Plusieurs évaluations font état de deux tiers de travail en moins.

[4] Il faut noter que la banque de la Poste a elle aussi été privatisée avec l'arrivée de la multinationale Fortis, arrivée coïncidant avec la fin du CCP gratuit. Cette gratuité était sans doute inacceptable pour une banque qui nous fait dorénavant payer le fait que nous lui confions notre argent et a réalisé en 2006 plus de 4 milliards d'euros de bénéfices.

[5] C'est le cas par exemple de l'infrastructure ferroviaire en Grande-Bretagne.

[6] Par exemple, le député socialiste Alain Hutchinson a de façon fort opportuniste lancé une pétition [www.sosposte.eu](http://www.sosposte.eu) signée entre autre, ce qui est piquant, par Elio Di Rupo.



## Opel-Anvers :

1400 EMPLOIS

AU BORD DE LA ROUTE

**APRÈS VW-Forest, c'est au tour de l'usine Opel d'Anvers de couper le moteur. Le géant de l'automobile General Motors a décidé de supprimer 1400 emplois dans l'usine Opel d'Anvers et de délocaliser la production de la nouvelle Astra sur quatre autres sites.**

Nouvelle saignée chez les travailleurs. Et particulièrement dans le secteur de l'automobile belge. Fin 2006 des centaines de jobs passaient à la trappe chez VW-Forest. En ce début 2007, c'est au tour de l'usine Opel d'Anvers de subir la logique cannibale du capitalisme. Logique de profit, logique de mort.

En langage patronal, le groupe américain General Motors (GM) a annoncé vouloir diminuer la production actuelle à Anvers « *de l'équivalent d'une équipe en 2007* ». Concrètement, quelque 1400 emplois sur 4500 disparaissent d'ici la fin de l'été à l'usine d'Anvers. Et, comme dans le cas de Forest, des emplois sont à nouveau menacés dans la sous-traitance, par un tragique jeu de dominos.

La production du nouveau modèle de l'Opel Astra sera confiée en 2010 à quatre usines, avec lesquelles Anvers était en concurrence : l'usine d'Ellesmere Port (Royaume-Uni), celle de Bochum (Allemagne), celle de Trollhättan (Suède) et celle de Gliwice (Pologne).

De l'aveu même de General Motors « *les sites belge, anglais, allemand et suédois sont très proches en ce qui concerne les coûts, la production et la qualité. Ce sont donc des considérations commerciales qui ont joué.* » Selon le président de GM Europe, le choix se serait fait en fonction d'atouts comme le positionnement des sites sur les plus grands marchés européens de GM. Ce qui aura manifestement suffi pour justifier la délocalisation.

Au-delà d'Opel, c'est tout le secteur de l'automobile qui est touché par des pertes d'emploi. Alors que le marché est saturé, victime de sa propre surproduction, il est peut-être temps de s'interroger sur la diminution de la production de voitures. Et si l'on créait des emplois dans le secteur des transports en commun, secteur à développer ? Une piste verte à l'heure des changements climatiques, quand la nécessité de réduire les gaz à effet de serre implique d'une façon ou d'une autre qu'on tende vers une baisse du nombre d'automobiles.

## Ce n'est pas aux travailleurs de se saigner

Il faut contraindre le patronat à maintenir tous les emplois aujourd'hui menacés. Rompre avec le cycle des délocalisations et des licenciements nécessite de s'en prendre au pouvoir sans partage des capitalistes, en exigeant une totale trans-

parence sur les comptes des entreprises et la garantie d'un droit au travail et au revenu sans contrepartie. Sans parler de la fin des aides de l'Etat. Les responsables publics n'ont, par exemple, pas été avarés avec le secteur automobile : diminution des cotisations sociales sur le travail en équipe et le travail de nuit. Opel-Anvers a bénéficié, depuis 1995, de 25 millions d'euros d'aides publiques. Résultat : comme dans le dossier VW, les responsables publics se déclarent désolés de la situation et avouent, de fait, leur impuissance. Les patrons tirent leur épingle du jeu : ils bénéficient d'avantages financiers considérables et font leur valise quand le temps s'avère meilleur ailleurs pour leur business.

Comble de cynisme, les travailleurs qui conserveront leur poste à Anvers verront leur salaire diminué et leur temps de travail augmenté. La direction de GM Europe entend en effet augmenter la productivité de 30%. Rien que ça.

## Les capitaux n'ont pas de frontières, les salarié-e-s n'ont pas de patrie !

Chez Opel comme ailleurs, c'est par la lutte et dans l'unité entre les travailleurs et les travailleuses des différents sites concernés, à l'échelle nationale comme internationale, qu'une riposte pourra émerger. On ne peut pas se résoudre à un saccage de l'emploi qui devrait être « *mieux* » partagé entre les différents pays. La compétitivité n'est qu'une guerre économique que se livrent les détenteurs de capitaux à l'échelle internationale. Nul patriotisme économique, donc.



**ISRAËL-PALESTINE :  
L'ACTION DIRECTE  
POUR LA PAIX ET  
LES ANARCHISTES  
CONTRE LE MUR**

**VENDREDI 27 AVRIL, LES ANARCHISTES CONTRE LE MUR ET DES PALESTINIENS MANIFESTAIENT AU VILLAGE DE BIL'IN POUR LA 116ÈME FOIS.**

**Les Anarchistes contre le Mur, par un de ses membres**

Il y a environ quatre ans, quelques militants et militantes israéliens se sont rassemblés pour créer un groupe d'action politique pour s'opposer à la soi-disant « barrière de séparation » (le Mur) de l'Etat d'Israël. Les actions qui ont marqué les débuts de ce groupe et qui continuent aujourd'hui sont basées sur la non-violence et la « propagande par le fait ».

Le groupe s'est formé autour d'un campement à Masha, où ensemble avec des militants et militantes internationaux et palestiniens, un campement de protestation a été monté sur la route du Mur dans le village de Masha. Alors qu'il résistait à la construction du Mur en cours, le groupe a aussi coupé la clôture barbelée et en a détruit des parties.

Vers la fin 2003 et début 2004, des comités populaires ont été créés dans plusieurs villages palestiniens qui s'approprièrent à perdre une bonne partie de leurs terres à cause du Mur. Ces comités avaient pour but de résister contre le Mur et ont commencé à manifester presque quotidiennement. L'expérience du campement de Masha a fait en sorte que des Israéliens et Israéliennes ont été invités à participer à ces



démonstrations. Ce fut le début d'un long partenariat entre les Anarchistes contre le Mur (AATW) et les comités populaires de nombreux villages.

**Les risques**

Une importante résistance israélienne contre le Mur est difficile. Une opposition au Mur par principe est incompréhensible ou est comprise comme un encouragement au meurtre d'Israéliens. De ce fait, les AATW sont toujours marginalisés et sujets de persécutions légales et d'attaques violentes lors de manifestations.

A ce jour, des membres des AATW ont été arrêtés plus de fois que l'on ne puisse compter ; 63 accusations ont été déposées contre des membres du groupe et une militante a déjà été incarcérée pendant plusieurs mois. L'activité habituelle des AATW sous-entend non seulement un contact constant avec l'avocat du groupe - l'excellente et très dévouée Gaby Lasky - mais aussi une connaissance intime des infirmiers et infirmières d'un grand centre d'urgence à Tel-Aviv.

**Les difficultés d'une lutte commune**

Un autre aspect original du travail des AATW est la lutte commune qui est menée ensemble avec des Palestiniens. Celle-ci n'est, bien sûr, pas sans difficultés. On ne peut pas s'attendre à ce que les Palestiniens et Palestiniennes fassent immédiatement confiance à des Israéliens. En plus des craintes d'espions ou de provocateurs, la coopération avec des Israéliens comprend un degré de « normalisation » qui se traduit par un ajustement aux conditions de l'occupation.

Les militants et militantes israéliens portent avec eux des influences culturelles qui peuvent ne pas être bienvenues dans certaines parties de la société palestinienne. De ce fait, et malgré qu'il n'y ait aucune plateforme formalisée, les AATW insistent sur quelques principes dans le travail commun.

Le premier principe est que malgré que la lutte soit menée conjointement, les Palestiniens et Palestiniennes sont ceux qui sont le plus affectés par les décisions qui sont prises lors de la lutte, et de ce fait c'est eux qui doivent prendre les décisions importantes. Ensuite, les Israéliens ont la responsabilité particulière de respecter l'auto-détermination palestinienne, et celle-ci s'étend au respect des coutumes sociales et à ne pas se mêler de la politique palestinienne interne.

Une question plus délicate est celle de la normalisation vers les bienfaits des liens sociaux. Il y a des standards culturels différents et il serait autoritaire d'essayer de les changer, sans parler de les imposer aux individus. Le seul principe est celui de respecter les demandes faites par les comités populaires à cet égard.

Les détails ci-dessus donnent peut-être l'impression que les difficultés de la lutte commune sont plus importantes qu'elles ne le sont vraiment. En réalité, la lutte commune fait face à une seule difficulté principale et celle-ci prend la forme de l'Etat d'Israël.

Etant en quelque sorte le relais central entre les mouvements de la paix israéliens et palestiniens, les AATW ont transmis leur expérience au mouvement de la paix israélien et ont joué un rôle important dans son développement politique.

Au moment où les AATW ont commencé, l'idée que des Israéliens se joindraient à des manifestations palestiniennes semblait impensable pour une grande majorité de la gauche israélienne. Après plusieurs années d'action, le nombre d'Israéliens et d'Israéliennes ayant participé à des manifestations communes avec des Palestiniens et Palestiniennes est de plusieurs milliers et comprend des personnes qui ne sont pas du tout marginalisés. Hormis ceux présents dans des circonscriptions majoritairement arabes, aucun parti politique israélien n'a soutenu la lutte commune contre le Mur.

L'obligation des « citoyens » de résister aux actes et politiques criminels menés par « leur » gouvernement est reconnue en droit international et elle oblige les Israéliens à faire tout leur possible pour résister à leur gouvernement. L'obligation de résister contre ce Mur devient encore plus évidente pour toutes celles et tous ceux qui ont déjà été témoin de l'amputation des villages et des villes sur son parcours.

[KOBI SMITZ, MILITANT DES ANARCHISTS AGAINST THE WALL]

**Note**  
[1] Aviv Lavie, « Picking their battles », *Haaretz*, English edition, 15-04-2004.

Pour en savoir plus sur le travail des Anarchistes contre le Mur : <http://www.awalls.org>.

Chaque semaine, retrouvez les infos sur la lutte au village de Bil'in sur les sites d'informations anarchistes <http://www.ainfos.org> et <http://www.anarkismo.net>.

**Diversification des actions**

Les Anarchistes contre le Mur manifestent chaque semaine au village de Bil'in contre la construction de la barrière de séparation. Le 23 février, près de 1500 personnes se sont rassemblées à Bil'in pour marquer le deuxième anniversaire de manifestations dans le village. Le 2 mars, ce sont 600 opposants au Mur qui ont rejoint ce village.

Mais la lutte des AATW prend également de nombreuses autres formes. Le 3 février 2007, ils ont ainsi bloqué pour la deuxième fois en un mois la rue Rotschild, l'un des axes principaux de Tel Aviv : ils ont déployé du fil de fer barbelé arraché à la barrière de séparation à Bil'in.



**Appel à soutenir financièrement les Anarchistes contre le Mur**

Les camarades israéliens des Anarchistes contre le Mur, avec qui les Relations internationales de la Fédération anarchiste (FA) sont en contact, mènent une lutte permanente contre la barrière de séparation en cours de construction. Confrontés aux réalités de l'action directe, ils ont de gros problèmes financiers pour combler les amendes encourues, les frais d'avocats et les coûts d'actions régulières. C'est pourquoi la FA lance aujourd'hui un appel à soutien pour les aider. L'argent récolté ira en partie pour payer les frais du collectif et en partie pour développer et pérenniser le mouvement et la pensée libertaires en Israël et en Palestine (affiches, tracts, publications, info-kiosk, etc.).

Il est possible de faire des virements à partir de Belgique sur le compte de la librairie Publico (la librairie de la FA) en précisant bien dans l'objet du virement « Soutien Anarchistes contre le mur ».

Les coordonnées de la librairie Publico :  
IBAN : FR76 4255 9000 0621 0028 7960 215  
CODE BIC : CCOFRRPPXXX

[LE SECRÉTARIAT AUX RELATIONS INTERNATIONALES DE LA FA]

**REMUGLES À L'EST**

La Pologne, membre de l'Union européenne, est un pays dirigé par un gouvernement d'ultradroite, incorporant la Ligue des familles polonaises, un parti d'extrême droite. Depuis, de multiples mesures liberticides ont été appliquées. La « chasse aux sorcières » tous azimuts - et de manière paranoïaque - contre les anciens partisans du régime stalinien. L'homophobie, l'antisémitisme, l'inégalité entre les hommes et les femmes... font l'actualité de ce gouvernement. « A voix autre » en a déjà parlé dans ses collones. Ca continue...

**A Cracovie, rien de nouveau**

Le très catholique premier ministre polonais Jaroslaw Kaczynski s'enfonça jusqu'au cou dans l'intolérance. Après avoir publiquement déclaré s'inquiéter du nombre de gays dans la société, il a affirmé : « S'il s'agit de ne plus avoir de propagande homosexuelle dans les écoles polonaises, alors je suis entièrement d'accord avec ceux qui pensent de la sorte ». Kaczynski a réagi de la sorte à une résolution du Parlement européen (PE) condamnant l'homophobie. Cette motion, votée le 26 avril, dénonce l'intention du ministre polonais de l'Education de déposer un projet de loi punissant tous les enseignants qui défendraient les droits des homosexuels. Egalement épinglé par le PE : un autre projet visant à écarter les homosexuels polonais de certains emplois. Kaczynski ne semble pas s'effrayer des sanctions prévues par le Traité de l'Union à l'encontre d'un Etat qui ne respecte pas les droits de l'Homme ; celles-ci peuvent cependant aller jusqu'à la suspension du droit de vote du

pays concerné lors des réunions ministérielles des Vingt-sept. C'est en cette sulfureuse compagnie que figure Mgr Léonard : les récents propos de l'évêque de Namur, qui avait qualifié l'homosexualité d'anormale, sont en effet aussi cités par la motion du PE... La laïcité est un combat d'utilité publique.

**McCarthy ressuscité**

Si Kaczynski est sourd à la résolution du Parlement européen contre l'homophobie, la Commission européenne, elle, est muette sur la « décommunisation » qui se déroule en Pologne. Cette dernière a refusé de se prononcer sur la loi polonaise de « lustration » (comme cela est dit avec douceur). Cette loi oblige 700.000 personnes, dont des journalistes et des hommes politiques, à confesser leurs relations avec l'ancien régime, sous peine de sanctions. Bronislaw Geremek, ancien opposant anticommuniste, lui aussi prié de passer sous les fourches caudines, refuse de se soumettre au texte au risque de perdre son mandat. En République Tchèque, les jeunesses communistes (KSM) ont été interdites. La chasse aux communistes reprend, mais cette fois à l'Est. Mc Carthy est de retour et il n'est pas content.

**Mémoire sélective**

Nouvelle cible du gouvernement polonais : les anciens combattants polonais des Brigades internationales de la Guerre d'Espagne (1936-1939).

Le gouvernement de Varsovie met en place actuellement une série de mesures visant à éliminer de l'histoire du pays le souvenir des brigadistes polonais qui ont

combattu pour la défense de la République espagnole contre l'agression combinée de Franco, Hitler, Mussolini et Salazar.

Après la disparition du monument au soldat inconnu de Varsovie des noms des principales batailles auxquelles ces brigadistes ont participé en Espagne, plusieurs dispositions et un projet de loi sont en cours d'élaboration à l'encontre des brigadistes dont la suppression de la pension d'ancien combattant. Pour le gouvernement polonais, les brigadistes furent des « traîtres » parce qu'ils seraient partis combattre en Espagne pour « construire le communisme ».

Après le déclenchement de la guerre d'Espagne, de nombreux Polonais - communistes et non communistes - avaient rejoint les Brigades internationales. Plusieurs centaines d'entre eux sont morts au combat et la plupart des survivants jouèrent un rôle déterminant dans la résistance à l'occupation nazie.

**Cependant que les SS...**

La Pologne élimine de l'Histoire les brigadistes alors qu'en Estonie les anciens SS font l'objet d'hommages officiels répétés. Sans aucune réaction de l'Union européenne alors que ces deux pays sont membres des « 27 ».

**Spectres en Estonie**

Les tensions se poursuivent entre Moscou et ses anciens satellites. Cette fois, la pierre d'achoppement est (c'est de saison) la mémoire. Une imposante statue en bronze d'un soldat de l'Armée rouge qui se dressait au coeur de Tallinn a été démontée et transférée vers un lieu tenu secret

(« La Libre » du 28 avril). Moscou considère le monument du soldat soviétique comme un hommage à ceux qui ont vaincu le nazisme durant la guerre, alors que beaucoup d'Estoniens y voient un symbole de presque 50 années d'occupation soviétique. Suite à ces faits, des groupes de jeunes, principalement russophones, ont provoqué des troubles à Tallinn.



## SOMMET DU G8 CATASTROPHIQUE POUR LES PAYS DU SUD

**LES CHEFS D'ÉTAT DES HUIT PAYS LES PLUS PUISSANTS SE RÉUNIRONT AUTOUR DU G8 DÉBUT JUIN 2007 À HEILIGENDAMM DANS LE NORD DE L'ALLEMAGNE. À CETTE OCCASION, LE CADTM VEUT RAPPELER AU G8 QUE L'ACCÈS À L'EAU, À LA SANTÉ, À UN LOGEMENT DÉCENT SONT AUTANT DE DROITS INALIÉNABLES.**

[...] Dans un communiqué du 13 avril dernier, le G 24, le groupe des pays en voie de développement, dénonçait les promesses non tenues par les pays riches d'augmenter leur aide. En 2005, le G8 s'était notamment engagé à doubler son aide à l'Afrique d'ici 2010, mais les chiffres publiés le mois dernier par l'OCDE prouvent qu'aucun pas n'a été fait en ce sens depuis 2 ans.

Le site officiel du G8 a contre-attaqué en diffusant un texte vantant les mérites de l'initiative de réduction de la dette des Pays pauvres très endettés (PPT) lancée en 1996 à Lyon. Pourtant,

### LE G QUOI ?

Les sommets du G8 sont un symbole. Ils servent les gouvernements en tant que démonstration de leur puissance. Leur message : il n'y a pas d'autre alternative au nouvel ordre mondial. Avec notre action, nous voulons clairement rejeter cette apparence de manque d'alternatives.

Au sommet du G8, des politiques sont clairement établies et coordonnées. Une politique où les intérêts des gros groupes commerciaux et des grands investisseurs financiers sont le centre de tout. De partout, à travers le monde entier, la division dramatique entre les riches et les pauvres s'amplifie, un phéno-

### UNE POLITIQUE CLIMATIQUE EFFICACE ?

[...] Il faut exiger même d'une institution aussi délégitimée que le G8 qu'elle s'attaque au problème du changement climatique. Face à la crise actuelle, il faut être cynique ou suicidaire pour refuser le moindre fétu de paille auquel se raccrocher. C'est dans la ligne d'une vieille tradition de la gauche elle-même : on a certes toujours haï les capitalistes, mais il va de soi qu'on exigeait d'eux l'amélioration des conditions de travail. Il est légitime d'adresser des revendications légitimes même à une institution qui ne l'est pas.

On peut toutefois douter qu'une politique climatique efficace soit compatible avec la politique menée par le G8. C'est avant tout une question de crédibilité. Pendant que Merkel déclare vouloir œuvrer à la protection internationale du climat, elle mène dans son pays une politique réactionnaire et dans l'Union européenne, défend les intérêts à court terme d'une industrie allemande polluante. En Allemagne, il n'y a pas de limitation de vitesse sur les routes. Quand l'Europe veut imposer aux voitures particulières des normes sévères relatives à l'émission de CO<sub>2</sub>, Berlin est la première à mettre des bâtons dans les roues. L'Allemagne projette de construire 6 nouvelles centrales au lignite et 17 à l'antracite. Le trafic aérien est subventionné, la construction de nouveaux aéroports et de nouvelles pistes d'atterrissage bénéficie des soutiens publics. Le rail (le moyen de transport motorisé le plus respectueux de l'environnement), au lieu d'être largement développé, est promis aux mains des investisseurs privés. La volonté politique en faveur d'une recherche conséquente d'un accroissement de l'efficacité énergétique ainsi que du développement des énergies renouvelables a fait défaut depuis des années. L'Europe non plus n'atteindra probablement pas les objectifs de Kyoto, par lesquels elle s'était engagée à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 8% par rapport à leur niveau de 1990. En outre, et contrairement aux accords internationaux, les pays ne réduiront pas leurs propres émissions, mais financeront des mesures de protection du climat dans les pays du tiers monde. Si les pays industrialisés ne montrent pas l'exemple, il est difficile de demander aux pays émergents et en développement de consentir des efforts importants en matière de protection du climat.

Mais les plus grandes contradictions résident dans la compatibilité entre la mondialisation néolibérale et une politique efficace de protection du climat. L'ouverture du marché mondial des capitaux et des marchandises conduite à un accroissement constant des inégalités des dégradations environnementales. Une politique climatique internationale ne peut réussir si elle n'est pas assortie d'un contrôle démocratique et social de la mondialisation. Trois exemples illustrent ce propos :

Premièrement, ce sont les pays émergents et en développe-

ment les institutions internationales elles-mêmes reconnaissent les nombreuses insuffisances de cette initiative. Pour le CADTM, l'initiative PPT est un véritable fiasco, qui repose sur les mêmes recettes néolibérales que les fameux plans d'ajustement structurel (PAS) de sinistre mémoire pour les populations pauvres des pays en développement et qui a rendu nécessaire une nouvelle initiative de remise de dette en 2005.

Même si certains chiffres mirobolants sont avancés (comme la création de 120 000 postes d'enseignants au Nigeria), il s'agit de mesures très ciblées qui font l'impasse sur les conditions de formation et de recrutement de ces personnels. De plus, les mesures imposées vont toujours dans le sens d'une politique de recouvrement des coûts, qui fait payer aux familles la totalité des frais liés à leur accès à l'éducation primaire ou aux soins de santé de base (salaires, médicaments, etc.). Les populations pauvres en sont donc toujours largement exclues.

Dans le même temps, sont imposées des privatisations massives, des politiques d'austérité budgétaire, une destruction de toute forme de protection économique et sociale, une fiscalité qui frappe les plus pauvres et épargne les revenus du capital, une production basée sur le « tout à l'exportation » au détriment des cultures vivrières...

Le CADTM dénonce ce matraquage idéologique des pays riches visant à détourner l'attention de la question essentielle : quel modèle économique peut garantir la satisfaction universelle

mène accentué par une tendance générale à réduire les droits sociaux et démocratiques. Quand le G8 parle des programmes concernant la réduction de la dette des pays pauvres ou le Sida, ils oublient de préciser que la faim, la pauvreté et la dette ne sont que les résultats de leur politique néo-libérale de mondialisation du capitalisme. La politique du G8 conduit inexorablement à la destruction irréversible des moyens de survie de la race humaine, sécurise l'accès à la majorité des ressources pour un petit nombre d'États et s'impose au travers des guerres qu'elle provoque.

Cette année, le contenu du sommet tournera autour de la crise du cycle de Doha à l'OMC, les droits intellectuels et la problé-

ment qui souffrent le plus des effets du changement climatique. Selon le principe du pollueur-payeur ce sont les pays industrialisés qui devraient prendre en charge les immenses dommages déjà causés. Les flux de réfugiés, les sécheresses et les inondations nécessitent d'énormes efforts financiers. Au lieu de demander aux pays en développement de rembourser leur dette, qui s'élève au total à deux mille milliards de dollars, il faudrait l'annuler et accroître massivement l'aide au développement.

Deuxièmement, les pays en développement ou émergents ont besoin d'accéder à des technologies efficaces. Pour répandre rapidement les innovations prometteuses il est décisif de permettre aux pays en développement et émergents de s'en emparer et d'en poursuivre eux-mêmes le développement. Pour cela les droits de propriété intellectuelle devraient être limités, mais dans une manière qui favorise l'innovation, et les technologies clés transférées dans les pays en développement. C'est exactement le contraire de la position que prendra Angela Merkel au sommet du G8 : elle a demandé une application stricte des brevets à l'échelon planétaire. Comme les médicaments ou les semences, les technologies visant à ménager les ressources naturelles sont nécessaires à notre survie et devraient être très largement mises gratuitement à la disposition des pays en voie de développement ou émergents.

Troisièmement, la protection du climat dans les pays industrialisés n'est possible qu'au prix d'un changement des orientations sociales. D'ici 2050, les émissions de CO<sub>2</sub> doivent être réduites de 80%, si l'on veut éviter les effets les plus graves du changement climatique. Cet objectif pourrait générer de nouveaux emplois et un développement économique. Dans le même temps, de nombreuses personnes devront s'adapter. Un changement de cette ampleur exige, pour être accepté, des garanties de protection sociale incompatibles avec une politique de l'emploi néolibérale à la Hartz IV et des retraites misérables. De la même façon, il est difficilement concevable de concilier des différences croissantes entre les riches et les pauvres avec une politique exigeante de protection du climat. Les prix de l'énergie, en hausse, donneront une nouvelle dimension à la fracture sociale. Les uns pourront continuer à s'offrir des voyages en avion et des limousines de luxe pendant que les autres peineront à payer leur facture de chauffage. Il est peu vraisemblable qu'une telle situation soit acceptée. Protection du climat et justice sociale vont de pair.

La politique climatique est donc bien plus qu'une politique environnementale. Elle pose des questions de fond sur la justice, auxquelles les gouvernements n'ont jamais fourni de réponses sans une forte pression publique. Mouvements sociaux, organisations non gouvernementales et syndicats sont appelés à Heiligendamm pour initier cette pression.

[D'APRÈS SVEN GIEGOLD, ATTAC ALLEMAGNE]

des besoins humains fondamentaux ? Il est clair désormais que le modèle néolibéral, dont le G8, le FMI et la Banque mondiale sont les principaux promoteurs, en est structurellement incapable.

Le CADTM veut rappeler au G8 que l'accès à l'eau, à la santé, au logement décent sont autant de droits inaliénables garantis par la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948.

Contrairement aux effets d'annonce, le problème de la dette du tiers-monde reste absolument entier. Selon les derniers chiffres publiés par la Banque mondiale, la dette extérieure publique de tous les pays en développement est à son plus haut niveau historique : 2800 milliards de dollars.

Les discours de l'instance profondément illégitime qu'est le G8 ne doivent tromper personne. A l'occasion du prochain sommet à Heiligendamm (Allemagne) début juin, le CADTM appelle tous les citoyens à dénoncer l'illégitimité du G8 et des politiques qu'il préconise, et à œuvrer pour apporter enfin des alternatives au système néolibéral en place actuellement.

[DAMIEN MILLET, PRÉSIDENT DU COMITÉ POUR L'ANNULATION DE LA DETTE DU TIERS-MONDE FRANCE, ET ERIC TOUSSAINT, PRÉSIDENT DU CADTM BELGIQUE] 25 avril 2007

matique du climat ou de l'énergie. Le combat contre la pauvreté dans le monde et les objectifs du millénaire sont aussi à l'agenda.

Le G8 est une institution sans la moindre légitimité. C'est un club de gouvernements, qui représente seulement huit pays, qui s'arroge le droit de prendre des décisions qui affectent la vie de l'ensemble des peuples à travers le monde entier. Ce n'est pas seulement la politique énoncée aux sommets du G8 qu'il s'agit de remettre en question et de rejeter mais aussi sa légitimité et donc de sa politique en général.

Sources: dissent.be, cadtm.org

### DISSSENT!

#### UNE ORGANISATION

#### INTERNATIONALE

#### CONTRE LE G8

Le réseau Dissent! a été créé pour aider à la coordination des actions de résistance radicale du contre-sommet. Il s'agit d'un réseau qui fonctionne de manière totalement horizontale. Il a été créé en 2003 par des gens impliqués dans l'Action Mondiale des Peuples (PGA), des groupes alter-mondialistes et les mouvements pour la paix.

Ce réseau n'a ni bureau central ni direction ni personnel. Il fonctionne comme un moyen de se coordonner, de communiquer entre les différents acteurs de la lutte anti-G8.

En juillet 2005, lors du sommet du G8 en Ecosse, Dissent! a coordonné énormément de manifestations, d'actions et de blocages. Pour faciliter cette coordination, il y avait un terrain où des centaines de contestataires se sont retrouvés près de Stirling. Il y avait aussi des Belges présents.

En janvier 2005, se sont créés les deux premiers groupes Dissent! de Belgique. Un à Anvers, un à Gand. Aujourd'hui, il y a aussi un à Liège. Il faut que ce réseau s'étende comme la toile d'araignée qui annihilera les exploiters de ce monde.

### Des chiffres et des êtres

Le G8 c'est : les 7 pays les plus industrialisés à savoir les Etats-Unis, le Canada, l'Allemagne, la France, la Grande Bretagne, le Japon, l'Italie et la Russie invité en tant que partenaire géostratégique.

Le G8 représente 850000 de personnes soit 14% de la population mondiale.

Le G8 compte 4 des 5 membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU.

Le G8 possède 48% des voix du Fonds monétaire international.

Le G8 compte 47% des voix de la Banque mondiale.

Le G8 traite près de 90% des ventes d'armes dans le monde.

Le G8 produit 47% du CO<sub>2</sub> mondial.

Le G8 possède 80% des brevets sur les médicaments..

Le G8 représente 60% des dépenses militaires mondiales..

### Plus d'infos

<http://www.dissent.be>

<http://www.cadtm.org>

<http://www.g8-germany.info>

<http://www.g8-2007.de>

<http://www.heiligendamm2007.de>

<http://www.clownarmybelgium.org>

<http://www.wsf.be>

## DISSSENT! G8

NETWORK OF RESISTANCE AGAINST THE

Dissent! est ouvert à tous ceux qui se reconnaissent dans les principes de l'Action Mondiale des Peuples:

1. Un rejet très clair du féodalisme, du capitalisme, et de l'impérialisme, ainsi que de tous les accords commerciaux, institutions et gouvernements promoteurs d'une mondialisation destructrice.
2. Un rejet très clair de toutes formes et de tous systèmes de domination et de discrimination dont (et de manière non exhaustive) le patriarcat, le racisme et le fondamentalisme religieux de toute croyance. Nous reconnaissons la dignité entière de tous les êtres humains ;
3. Une attitude de confrontation, puisque nous ne pensons pas que le « lobbying » puisse avoir un impact majeur sur des organisations à un tel point partiales, antidémocratiques et pour lesquelles le capital transnational est le seul facteur qui détermine leurs politiques.
4. Un appel à l'action directe et à la désobéissance civile, au soutien aux luttes des mouvements sociaux, mettant en avant des formes de résistance qui maximisent le respect pour la vie et pour les droits des peuples opprimés, ainsi qu'à la construction d'alternatives locales au capitalisme mondial.
5. Une philosophie organisationnelle fondée sur la décentralisation et l'autonomie.

Source : [www.stopg8.be](http://www.stopg8.be)

### En pratique

Un contre-sommet au G8 se tiendra du 2 au 8 juin 2007 à Heiligendamm, près de Rostock. Quelques grands réseaux d'ONG, de mouvements sociaux et des groupes d'action directe invitent à rejoindre les actions telles qu'une manifestation massive, un contre-sommet alternatif et des blocages de routes afin de boycotter ce sommet. (voir programme)

Des déplacements en car sont organisés au départ de Bruxelles par le Forum Social de Belgique et au départ de Liège par le CADTM

☛ Déplacement en car pour le WE : départ le vendredi 1er juin à 22h, retour le lundi 4 tôt le matin, votre participation aux frais : 70 € (40 € pour les étudiants, chômeurs...)

☛ Déplacement en car pour toute la semaine : départ le vendredi 1er juin à 22h, retour le dimanche 9 en soirée, votre participation aux frais : 100 € (70 € pour les étudiants, chômeurs...)

Contact : [info@wsf.be](mailto:info@wsf.be)



## CANNABIS SOCIAL CLUB : PREMIÈRE PLANTATION COLLECTIVE BELGE

**TREKT UW PLANT (TIRE TON PLANT) ATTENDAIT LE VERDICT DE SON PROCÈS AYANT EULIEU LE 28 MARS. LA FIN DE LA POLITIQUE HYPOCRITE CONCERNANT LE CANNABIS EN BELGIQUE S'APPROCHE (ON TOLÈRE LA POSSESSION ET LA CONSOMMATION, MAIS ON INTERDIT LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION).**

Le 12 décembre 2006 fut confisquée la plantation de cannabis présentée quelques heures auparavant par l'association *Trekt uw Plant* dans le Jardin Botanique d'Anvers. En créant cette plantation collective, composée de 6 plantes pour 6 membres, l'association a suivi la directive ministérielle qui a été signée en janvier 2005 par le ministre Onkelinx et par tous les procureurs généraux de Belgique [1].

L'autorisation pour la présentation de la plantation a été donnée par la commune d'Anvers après l'approbation de la demande par la section d'ordre public de la police d'Anvers. Toutefois, le Tribunal, représenté par le substitut du procureur d'Anvers, Olivier Lins, ignore cette directive ministérielle. Olivier Lins considère l'association *Trekt Uw Plant* comme une organisation criminelle qui abuse du manque de clarté de la loi. Dans le passé, Olivier Lins a fait savoir qu'il préférerait éliminer la directive ministérielle, pour mettre fin à la politique réformiste en ce qui concerne le cannabis.

La directive ministérielle ne doit pas être éliminée, au contraire, elle devrait être étendue avec un règlement légal clair sur la production et la distribution du cannabis. Ainsi on pourra mettre fin à l'insécurité légale et à la criminalisation d'approximativement un demi-million de citoyens belges (selon les estimations) qui consomment régulièrement du cannabis.

Actuellement la majorité des consommateurs de cannabis est forcée de se fournir sur le marché noir où elle doit affronter une atmosphère criminelle.

Le maintien de l'interdiction du cannabis est généralement justifié par la référence à la nécessité de protéger la jeunesse. Toutefois, ce sont précisément les mineurs qui courent le dan-

ger de souffrir des risques d'un marché illégal de cannabis. Dans les bureaux de tabac les jeunes doivent prouver qu'ils ont plus de 16 ans. La majorité des dealers n'ont pas ce problème, un marché illégal ne connaît pas de limites (d'âge). L'interdiction du cannabis ne constitue aucune protection, ni pour les consommateurs ni pour leur entourage. C'est l'illégalité du produit qui attire la criminalité et empêche le contrôle.

En favorisant l'analyse de « tolérance zéro » le Tribunal d'Anvers démontre qu'il n'est pas préoccupé par la sécurité du citoyen ou de la société.

Mettre en oeuvre la loi est un objectif en lui-même, sans même tenir compte de l'impact sur la prévention, la santé publique et sur la lutte contre la criminalité. La directive ministérielle de 2005 est le résultat d'une discussion depuis de nombreuses années au Parlement Fédéral envers la politique sur le cannabis. La conclusion de cette discussion a été que la possession du cannabis pour utilisation personnelle en Belgique devrait être dépenalisée. *Trekt Uw Plant* déclare avoir consciemment mis en oeuvre cette directive

Lors du verdict, prononcé le 25 avril 2006, le juge a souligné que la culture de cannabis est toujours illégale, et que la directive ministérielle n'est pas applicable. Il a alors prononcé un acquittement « de facto ». Il conclut qu'un acquittement complet est impossible : des 5 membres accusés, 3 membres n'ont reçu aucune sanction et 2 recevront une amende de 15 euros chacun. La sentence rejette la décision politique de poursuivre les cultivateurs pour usage personnel. Cependant les membres de *Trekt Uw Plant* ne sont pas d'accord avec l'interprétation de la législation sur la culture de cannabis. De ce fait, ils font appel de la décision afin que le statut sur la culture du cannabis pour la consommation personnelle soit clarifié.

Espérons que cette première initiative fasse des petits et que des îlots de verdure parsèment nos villes...

### [LE RENARD]

#### Note:

[1] Pour rappel, la directive de janvier 2005 considère que la détention, par un majeur (plus de 18 ans), de cannabis pour un usage personnel (maximum trois grammes ou un plant femelle) doit constituer le degré de plus bas de la politique des poursuites. Sauf circonstances aggravantes ou trouble à l'ordre public. Toutefois, un procès-verbal simplifié sera systématiquement dressé pour toute constatation de détention de cannabis. Si les quantités découvertes sont inférieures à trois grammes, il n'y a pas de saisie du cannabis.

#### Sources :

Trekt uw Plant : conférences de presse [www.trektuwplant.be](http://www.trektuwplant.be)  
ENCOD (Organisation européenne pour une politique de la drogue plus juste et plus efficace)  
Fedito  
Circulaire ministérielle du 25 janvier 2005

## LES INSECTICIDES GAUCHO ET RÉGENT ? BZZUT !

**LES ABEILLES SONT EN DANGER. DEPUIS QUELQUES TEMPS, DES CENTAINES DE MILLIERS DE RUCHES DISPARAISSENT CHAQUE ANNÉE. LES INSECTICIDES GAUCHO ET RÉGENT FIGURENT PARMI LES PRINCIPAUX ACCUSÉS.**

Le samedi 21 avril, dans une ambiance conviviale et familiale, une centaine de personnes déguisées en abeilles, réunies autour du collectif Bzzut, se sont allongées sur la chaussée, simulant la mort de ces insectes devant le siège bruxellois du géant chimique allemand Bayer, sur l'avenue Louise.

Le Gaucho, produit par Bayer, et le Régent, produit par BASF, sont des nouveaux insecticides dit systémiques, c'est-à-dire qu'ils se trouvent à l'intérieur de la plante, y compris dans le pollen, tuant non seulement les insectes qui mangent la plante, mais aussi les abeilles qui viennent butiner.

Ces insecticides servent à enrober les graines lors des semis et se retrouvent aussi dans la terre sous forme de poussière. Mais ils ne sont pas aussi biodégradables que le prétendent leurs fabricants. Les effets néfastes (poussières soulevées par le vent) pourraient persister jusqu'à l'année suivante et contaminer les champs alentours.

Les apiculteurs français et belges ont constaté ces dernières années une surmortalité importante dans leurs ruchers. Aux Etats-Unis, cette année est catastrophique, des centaines de milliers de ruches sont déjà mortes. « Les abeilles s'envolent, mais ne reviennent plus. Nous pouvons les ramasser par terre par poignées »,

explique Mathieu, un apiculteur du collectif.

La mort des abeilles est un phénomène aux conséquences très graves. Ces insectes sont nécessaires pour la pollinisation des arbres fruitiers. Sans eux, il n'y aura plus de fécondation, plus de fruit, plus de légumes, et plus d'agriculture. Sans compter que ces insectes font partie de la chaîne alimentaire et risquent d'affamer les oiseaux qui d'habitude s'en nourrissent. Albert Einstein disait déjà : « Si l'abeille disparaissait de la surface du globe, l'homme n'aurait plus que quatre années à vivre : plus de pollinisation, plus d'herbe, plus d'animaux, plus d'hommes ».

Les insecticides ne sont pas la seule cause de mortalité des abeilles. La réalité est plus complexe. Indirectement, les herbicides agricoles, qui détruisent les plantes sauvages de nos régions, réduisent aussi les sources alimentaires des abeilles. Elles sont alors obligées de se rabattre sur les grandes cultures, imbibées d'insecticides. Par ailleurs, un des parasites naturels de l'abeille, la Varroa (et son traitement insecticide), cause également d'importants dégâts dans les ruches. Mais en affaiblissant les colonies, les insecticides accentuent l'impact de ce parasite. Les causes sont donc multiples et d'autres études scientifiques sont nécessaires.

Certains scientifiques mettent aussi en garde contre le risque sur la santé humaine. En effet, le Fipronil (substance active du Régent) a une grande affinité pour les matières grasses et pourrait se retrouver dans le lait de vache, dont l'alimentation est composée de maïs traité au Régent.

En France, sous la pression citoyenne, le gouvernement a interdit l'usage du Gaucho sur les cultures de tournesol et de maïs, mais aucune législation n'a été mise en place pour le Régent. Et en Belgique ? Rien. Le gouvernement continue à dire que tout va bien. Le collectif Bzzut réclame que celui-ci interdise les insecticides de nouvelle génération avant d'avoir d'autres résultats d'études confirmant le danger de ces substances.

[ESPÉ]

## « COMMENT LES RICHES DÉTRUISENT LA PLANÈTE »

**Hervé Kempf, « Comment les riches détruisent la planète », éditions du Seuil, janvier 2007, 150 p., 14 euros**

Deux crises ont souvent été analysées séparément : la crise écologique et la crise sociale. « On trouve donc des écologistes niais – l'écologiste sans le social –, une gauche scotchée à 1936 ou 1981 – le social sans l'écologie –, et des capitalistes satisfaits : « parlez braves gens et surtout restez divisés. » Or les deux crises sont la cause d'un même mal, l'inégalité entre pauvres et riches.

Après une brève revue des catastrophes environnementales (pollution, réchauffement climatique, perte de biodiversité, choc pétrolier, etc.) et sociales (pauvreté, inégalités, conflits, etc.), Hervé Kempf pose la question centrale de son livre : « Alors que tout cela est clair, pourquoi le système est-il si obstinément incapable de bouger ? ». Puis s'engage dans une démonstration

appuyée sur les théories d'un économiste aujourd'hui passablement oublié, mais fort intéressant : Thorstein Veblen.

L'originalité de ce livre réside dans la prise de position d'un journaliste qui, même s'il est issu de la génération 68, ne possède pas de formation militante et s'est toujours tenu à l'écart des discours marxistes et partisans (et il le dit dans le livre). Le journaliste du Monde, non seulement redécouvre les classes sociales à sa manière en les remettant au goût du jour (« [...] ce désastre est mis en oeuvre par un système de pouvoir qui n'a plus pour fin que le maintien des privilèges des classes dirigeantes. »), mais annonce l'indispensable lutte entre celles-ci pour sortir de l'impasse sociale, et donc écologique (« *Candides camarades, il y a de méchants hommes sur terre. Si l'on veut être écologistes, il faut arrêter d'être benêt.* »). L'auteur ne s'arrête pas en si bon chemin puisqu'il met également en évidence « la trahison des médias » à la lumière de plusieurs exemples.

Alors que faire ? Le journaliste propose de réduire logiquement la consommation des riches. Mais... « les hyper-riches se laisseront-ils faire ? ». Un livre court, percutant, clair et incisif. Un indispensable de l'écologie politique d'aujourd'hui.

[ESPÉ]

**L**e journal est à prix libre. Par cette pratique de solidarité, c'est donc l'usager qui fixe le prix. Il ne s'agit pas d'arnaquer mais de participer à la hauteur de ses moyens et des ses envies. Le prix libre donne l'occasion d'un questionnement: Quels sont mes moyens ? Combien vais-je donner ? Quels sont les frais engendrés par la production et la diffusion d'un journal ?

**Vous pouvez aussi soutenir A voix autre via le numéro de compte (banque Triodos), 523-0802245-33 en mentionnant « soutien » en communication. Pour vous y abonner, veuillez indiquer « abonnement » en communication ainsi que la durée de celui-ci ou le nombre d'exemplaires. La somme versée doit couvrir les frais postaux.**

**Si vous souhaitez participer à la distribution du journal, il vous suffit de nous contacter.**

**Infos, réactions, remarques, questions, lettres d'amour, spams, encouragements, insultes, bons plans, concerts, conférences, articles... doivent nous parvenir à : [avoixautre@no-log.org](mailto:avoixautre@no-log.org)**

**L'actualité au jour le jour, les dernières chroniques de livres, un agenda mis à jour, sont disponibles sur [avoixautre.be](http://avoixautre.be)**

**Ed. resp. : N. Inghels, c/o Collectif Les Foulons, 47-49 rue des Foulons à 1000 Bruxelles. Les articles signés n'engagent que leurs auteurs.**

**Ne pas jeter sur la voie publique.**

**A**voix autre a pour objectif de réfléchir aux idées libertaires en décryptant l'actualité et de proposer des activités pour les faire avancer dans notre société. Nous pensons que ce n'est qu'en essayant de susciter un esprit critique de la part des individus que l'on pourra, par la suite, élaborer un autre projet de société.

**Nous pensons qu'une société plus libre et plus juste devra s'appuyer sur des expériences antérieures de fonctionnement non-autoritaire. Pour cela, nous considérons comme essentiel d'agir, dès aujourd'hui et dans tous les domaines de nos vies (sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, etc.), de manière autogestionnaire et égalitaire, ce qui passe notamment par la pratique des assemblées générales, par l'usage de mandats impératifs et révocables et par la rotation des tâches.**

**Les anarchistes veulent construire une société libre sans classe ni Etat; sans patrie ni frontières; sans discrimination qu'elle soit liée au sexe, à l'origine géographique, à l'âge ou autre, avec notamment comme objectifs : l'émancipation des individus; la liberté d'expression et de circulation; l'éducation libertaire et permanente dans tous les domaines de la science, de l'industrie et des arts; l'égalité sociale et économique; l'abolition du salariat; la possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution (excluant toute possibilité d'exploiter le travail d'autrui); l'organisation sociale sur la base de la libre fédération des producteurs et des consommateurs; la démocratie directe. Dans le cadre d'une société libertaire, il s'agit d'autogérer les affaires au profit de la collectivité toute entière.**

### RENCONTRER DES ANARCHISTES :

**A Bruxelles : Centre libertaire et groupe Ici et Maintenant de la Fédération anarchiste, au Collectif Les Foulons, c/o Centre Garcia Lorca, 47-49 rue des Foulons à 1000 Bruxelles, métro Anneessens. En Flandre : [www.anarchie.be](http://www.anarchie.be).**